

1 - Le radicalisme islamique en Afrique de l'Ouest :  
quel impact politique pour les pays de la région ?

2 – Chef de bataillon (terre) Frédéric GARNIER

3 – 11 février 2000

4 – Division A

5 – Mémoire de géopolitique

6 – La menace du radicalisme islamique ne paraît pas concerner l'Afrique de l'Ouest où les phénomènes religieux n'ont, jusqu'alors, jamais eu de réel impact sur la vie politique. Pourtant, s'appuyant sur un renouveau de l'islam de grande ampleur, l'islamisme est aujourd'hui présent dans tous les pays de la région. De nombreux indices permettent même de penser qu'il peut devenir une des clés de l'évolution politique de la zone.

Mots clés : radicalisme islamique / islam / islamisme / religion / politique / Afrique de l'Ouest / mémoire / géopolitique.

# **Le radicalisme islamique en Afrique de l'Ouest : quel impact politique pour les pays de la région ?**

## **Introduction**

L'année 2000 sera marquée par l'entrée en vigueur de la charia<sup>1</sup>, imposée à une forte minorité non musulmane, dans trois des Etats du Nord de la confédération nigériane. Pour un observateur occidental, la menace du radicalisme islamique évoque pourtant plus naturellement des pays tels que l'Iran ou l'Algérie. Et même si l'influence des thèses islamistes sur des Etats d'autres zones du globe comme l'Afghanistan ou le Soudan est aujourd'hui connue, leur émergence dans les pays d'Afrique de l'Ouest est généralement ignorée.

De fait, les zones recouvrant les pays situés entre le Sahara et le Golfe de Guinée à l'ouest du lac Tchad, qui sont fortement islamisées depuis plusieurs siècles, ne peuvent rester insensibles aux évolutions du monde musulman.

Il semble donc légitime de s'interroger sur la capacité réelle du discours islamiste à influencer sur le gouvernement des Etats de la région ouest africaine.

Il apparaît que la montée du radicalisme islamique, bien qu'inégale selon les pays, s'appuie sur le renouveau de l'islam qui touche l'ensemble de la région et que, à défaut de menacer directement la stabilité de ces Etats, l'islamisme constitue désormais une force susceptible d'interférer sur leur vie politique.

Après un préambule précisant le sens des termes utilisés pour décrire le radicalisme islamique,

l'étude de la situation actuelle dans la région montrera que, malgré l'apparente prédominance des facteurs de stabilité,

le phénomène de montée de l'islam et du discours radical chez les musulmans est une donnée nouvelle

et qu'il pourrait même devenir un élément important des débats dans le champ politique pour les années à venir.

---

<sup>1</sup> Charia : loi islamique. L'orthographe retenue pour la plupart des termes issus de l'arabe est celle proposée par le Larousse sans accent.

## **I - Préambule**

### **Radicalisme islamique, intégrisme, fondamentalisme et islamisme : les mots et les idées.**

Elément nouveau des peurs occidentales, le radicalisme islamique recouvre en fait une grande diversité de mouvements qui varient en nature, en ancienneté et en aire de développement. Il est en outre désigné sous différents vocables qu'il paraît indispensable de définir avant toute chose.

#### *Radicalisme et orthodoxie islamique*

La religion islamique est bâtie sur les préceptes du Coran et vise à étendre « la cité de Dieu » à la totalité de l'humanité. Cette cité idéale correspond à l'organisation adoptée par les premiers califes inspirés du Prophète. Elle est définie par le Coran lui-même et par la Sunna qui est le recueil des usages quotidiens de Mahomet. La tradition musulmane divise le monde en trois zones, la maison de l'islam (dâr al-islam), le monde de la guerre (dâr al-harb) et la zone de conciliation (dâr al-sulh). C'est dans ces deux dernières régions qu'intervient le djihad. Hâtivement limité par beaucoup à la guerre contre les infidèles, le djihad est littéralement le « combat juste ». Ce combat est d'abord celui mené contre soi-même et contre les mauvais musulmans. C'est seulement ensuite qu'il désigne aussi la bataille contre les infidèles. Son but est de permettre l'instauration de l'Etat islamique mondial, l'oumma (communauté des croyants). Les deux premières étapes sont, pour le musulman, les plus importantes du processus.

L'obligation faite à chaque musulman de militer pour la généralisation de l'islam<sup>2</sup> donne cependant lieu à plusieurs interprétations. Le radicalisme, qui consiste à respecter la lettre de cette mission, est l'une d'elles. Cette conception justifie notamment la rébellion contre les pouvoirs non musulmans (y compris ceux des « faux musulmans » non-radicaux) et le refus de reconnaître les autorités religieuses islamiques qui acceptent ces régimes. Les radicaux ne peuvent donc se satisfaire que de l'adoption de l'islam comme loi avec en particulier l'application de la charia.

#### *Fondamentalisme*

C'est un mouvement observé à l'origine dans certains milieux protestants. La particularité du fondamentalisme est de ne pas reconnaître de valeur absolue à la notion de progrès. L'accent est plutôt mis sur la nécessité d'un ressourcement régulier de la foi. Ce qui est bon est ce qui se trouve à la source. Il s'agit bien là d'un élément inhérent à toute démarche islamique radicale. A la base de tout se trouve Dieu, puis le Coran et enfin le Prophète et ses actes. Le fondamentalisme islamique préconise donc le retour à la source et la restauration de la grandeur passée de l'oumma, même s'il sait, dans certains cas, intégrer la modernité dans ses conceptions.

#### *Intégrisme*

L'intégrisme est une invention des catholiques européens mais les pratiques qu'il recouvre ne sont pas antinomiques de celles observées chez les islamistes radicaux. Il est en effet « l'aspiration à résoudre au moyen de la religion tous les problèmes sociaux et politiques, tout en restaurant simultanément l'intégralité des dogmes<sup>3</sup> ». Il est pratiquement incompatible avec la notion de progrès.

---

<sup>2</sup> Connue sous le vocable « da'wa » ce qui signifie « l'appel ».

<sup>3</sup> Bruno Etienne

### *Islamisme*

L'islamiste est celui qui « veut mettre la cité dans la foi et non seulement la foi dans la cité » selon le mot de Maxime Rodinson<sup>4</sup>, grand spécialiste actuel de l'islam politique. Le terme est apparu en novembre 1987, sous la plume de Bruno Étienne, dans une série d'articles pour Le Monde.

L'islamisme comporte deux tendances bien marquées. La première, non violente, vise à renverser les régimes impies pour y substituer l'Etat islamique en islamisant ou ré islamisant la société de façon à les asphyxier. La seconde, de nature révolutionnaire au contraire, prône ouvertement la violence pour atteindre cet objectif. En retour, le régime islamiste peut imposer, parfois par la force, l'application de ses idées à la société tout entière à l'image des événements récents survenus dans l'Afghanistan des talibans.

Il semble cependant que l'on soit bien loin de l'Afrique lorsqu'on évoque de telles situations.

---

<sup>4</sup> Le fait islamique, Revue de la Défense nationale, octobre 1993.

## **II - Une apparente domination des facteurs de stabilité de l'islam en Afrique de l'Ouest**

Les terres islamisées du continent africain sont inégalement touchées par les thèmes islamiques radicaux. Alors que l'Algérie ou le Soudan connaissent de véritables guerres civiles résultant au moins partiellement des dérives de l'islam, les pays d'Afrique de l'Ouest paraissent épargnés par ces excès. Bien que la région soit sensible aux instabilités qui caractérisent le continent noir, il semble que celles-ci résultent surtout des rivalités traditionnelles et notamment ethniques.

C'est ce que traduit en première approche l'évocation des tensions qui marquent cette zone, ses perspectives d'évolution à moyen terme et sa situation religieuse.

L'Afrique de l'Ouest est la partie du continent délimitée par l'océan Atlantique à l'ouest et au sud, par le lac Tchad à l'est et par les confins du Sahara au nord<sup>5</sup>. Caractérisée notamment par une certaine unité historique pré-coloniale, elle constitue pour la France une zone de partenariat privilégié. A travers les liens tissés avec les anciens partenaires de l'Afrique Occidentale Française, auxquels s'ajoute aujourd'hui la volonté de collaboration avec les autres Etats de la zone, notre pays y conserve des intérêts tant économiques que politiques. Par ailleurs, l'islam de la région est lui-même différent de l'islam arabisé d'Afrique du Nord ou du Tchad et du Soudan. Ces éléments expliquent le choix du cadre géographique de cette étude.

### **2.1 - Des crises et des conflits très classiques**

Comme le reste du continent, la partie ouest de l'Afrique est marquée par une instabilité endémique. La dernière décennie du XX<sup>ème</sup> siècle n'a pas connu d'amélioration dans ce domaine, bien au contraire. En fait, dans la continuité des années précédentes, les pays de la région ont connu de nombreux troubles allant de l'agitation interne à la guerre civile. Toutefois, l'analyse des fondements de ces différentes crises semble écarter les questions religieuses.

La période récente a été marquée pour l'Afrique de l'Ouest par plusieurs bouleversements, dont certains extérieurs à la zone.

Au plan politique, la région ne pouvait rester à l'abri des secousses causées par l'effondrement du système communiste. Dans le domaine des relations internationales tout d'abord, l'Union soviétique comme la Chine se voulaient présentes dans la zone comme partout dans le tiers monde. La chute de la première et le repli de la seconde sur l'Asie et sur ses affaires intérieures ont entraîné symétriquement l'amenuisement de l'implication occidentale. La France elle-même osait en 1990<sup>6</sup> lier son soutien à certaines conditions. Elle prétendait alors imposer aux pays de la zone des principes de bonne gouvernance et des préceptes de démocratie aussi sains que déplacés dans le contexte local. La fin de la guerre froide entraînait aussi l'arrêt de la compétition à l'aide économique vers les pays déshérités que se livraient les deux blocs en vue de conserver leurs alliances. Les difficultés

---

<sup>5</sup> Les principaux pays concernés sont : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, le Liberia, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo (voir carte en annexe).

<sup>6</sup> Lors du sommet France – Afrique de La Baule.

économiques amplifiaient dès lors les conséquences des facteurs d'instabilité croissante dans le domaine politique.

Les événements de la décennie 1990/2000 auront été largement conditionnés par ces bouleversements. L'afro-pessimisme qui a culminé dans les années 1995 et 1996 aussi. Pourtant, les principales crises de cette période ont ressemblé à s'y méprendre aux précédentes. Des conflits ethniques habillés en guerre civile ont saigné le Liberia et la Sierra Leone. Des coups d'Etat ont ouvert des expériences démocratiques, comme au Mali en 1991, et d'autres ont interrompu les tentatives de normalisation, par exemple au Niger en 1996 ou en Côte d'Ivoire tout récemment.

Mais aucun de ces événements ne semble avoir de lien avec les questions religieuses. Plus encore, l'évolution envisageable pour la région paraît, elle aussi, totalement exempte d'incertitudes religieuses.

## **2.2 - Des perspectives ouvertes à moyen terme**

La partie ouest de l'Afrique, malgré les tensions et les crises qu'elle connaît, reste en effet une région globalement stable à l'échelle du continent. Elle semble également disposer d'atouts de poids lui permettant d'envisager l'avenir avec plus de sérénité que d'autres parties du continent.

Fortement marquée par la période coloniale pour la plupart des pays, la zone bénéficie aujourd'hui d'une aide supérieure à la moyenne de la part des Etats développés. Parmi eux, la France reste très présente dans la région où elle garde des relations étroites avec ses anciennes colonies et développe depuis une dizaine d'années des contacts avec les autres pays. Elle encourage en particulier la création d'ensembles multinationaux qui pourraient concourir à l'intégration régionale. L'instauration de la Communauté Economique Des Etats d'Afrique de l'Ouest ou les efforts diplomatiques pour le maintien de la paix dans le cadre du concept RECAMP<sup>7</sup> participent de cette dynamique.

Tout ceci contribue à maintenir la région dans une logique de développement. La pérennité des aspirations matérialistes et du mirage capitaliste ainsi que le maintien au pouvoir d'une élite occidentalisée semblent acquis. L'impact de la société de consommation est déjà visible dans l'ensemble de ces pays. Ils ont aussi acquis une réelle expérience du jeu politique en quarante années d'indépendance. Ces Etats, qui revendiquent tous aujourd'hui leur laïcité, ne paraissent donc pas être les cibles les plus probables d'un radicalisme religieux souvent présenté comme le retour au moyen âge, à l'image des excès des islamistes d'Afghanistan ou des massacres attribués aux Groupes Islamiques Armés algériens.

En outre, malgré la diversité qui caractérise la population de la zone - maures au Nord, métis et multiples ethnies noires - un flux très important de migration interne favorise aussi une logique d'intégration régionale. Trois pays sont d'ailleurs sur les rangs pour jouer un rôle d'entraînement auprès des Etats de la zone. Le Nigeria, géant à l'échelle régionale, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont ouvertement en concurrence dans cet esprit, mais œuvrent finalement dans le même sens.

---

<sup>7</sup> Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix. Ce concept, qui date du milieu des années 90 et se met en place actuellement, vise à permettre le règlement pacifique des questions de sécurité à l'échelle de la région voire du continent.

Les intérêts des différents pays de la zone, autant que les dynamiques régionales qui se dessinent, ne comportent donc pas de volet religieux visible. Tous paraissent laisser à l'islam une place dans la sphère privée qui est celle qui revient à la religion dans la conception occidentale de la société léguée par les colonisateurs. Il y cohabite, sans heurt notable semble-t-il, avec les autres croyances existant sur le continent.

### 2.3 - Un paysage religieux apparemment stabilisé

Bien que placée sur la ligne de fracture entre le monde de l'islam et la partie du continent dominée par les cultes traditionnels et le christianisme, l'Afrique de l'Ouest ne semble pas connaître de conflit issu d'oppositions religieuses.

Cette apparente stabilisation du paysage religieux est à la fois liée à l'ancienneté du face à face entre ces croyances et à leur intégration dans les structures des différents Etats. Ainsi la Mauritanie, créée sous l'appellation de république islamique lors de son accession à l'indépendance, est-elle aujourd'hui sur la voie de la démocratie. Elle est même le troisième pays musulman à avoir noué des relations diplomatiques avec Israël. Dans la plupart des pays de la région, des structures religieuses appuient aussi l'action de l'Etat, que ce soit dans le domaine de l'aide sociale (dispensaires, centres d'accueil ...) ou, surtout, dans celui de l'éducation. La religion joue donc un rôle de socialisation que l'Etat ne parvient pas à assurer lui-même pour tous les enfants.

Le morcellement politique de la région après les indépendances a d'ailleurs brisé une communauté islamique peu habituée aux divisions jusqu'alors et traditionnellement soudée par les grandes confréries religieuses. Le développement séparé de chaque groupe à l'intérieur de ses frontières aboutit à l'existence aujourd'hui de différentes communautés soumises à leurs propres contraintes.

La perception de la fracture entre religions dans la zone ne semble donc pas être une bonne illustration des théories de Samuel Huntington<sup>8</sup> tant leur cohabitation paraît pacifique. L'ancienneté de la pénétration islamique (entre les IX<sup>ème</sup> et XV<sup>ème</sup> siècles selon les régions) et la cohabitation imposée avec le christianisme pendant la période coloniale ont apparemment dépassionné le débat. Les religions traditionnelles africaines restent d'ailleurs très vivaces même si, officiellement, le nombre de leurs adeptes recule constamment. Dans la pratique, de nombreux musulmans et chrétiens suivent toujours quelques-uns des rites païens qu'ils mêlent à leur pratique religieuse.

Il faut convenir, en outre, que de façon plus globale la menace de l'islamisme semble aujourd'hui dégonflée après avoir été présentée un temps comme le nouvel ennemi de l'Occident<sup>9</sup>. Ni la révolution iranienne, ni la guerre du Golfe, ni même les guerres civiles d'Algérie ou d'Afghanistan n'ont fait déferler sur la planète la vague verte annoncée.

Il semble donc, si l'on se fie à ces nombreux indices, que l'Ouest africain reste à l'écart des dérives radicales de l'islam comme de tous les débordements causés par l'extrémisme religieux. Un développement plutôt supérieur à la moyenne des pays du continent, des liens suivis avec l'Occident ainsi qu'une tradition religieuse bien ancrée dans la société et l'adoption généralisée du principe de laïcité de l'Etat en font des cibles sans doute moins sensibles aux sirènes de l'intégrisme et du fondamentalisme.

---

<sup>8</sup> Le choc des civilisations définit toutefois parmi les civilisations, une civilisation islamique et une africaine, mais n'estime pas leur affrontement très probable.

<sup>9</sup> Jean-Christophe Ruffin, dans La dictature libérale (Lattès 1994) dénonce d'ailleurs l'exagération volontaire de cette menace et son instrumentalisation au profit du renforcement du système occidental.

Il convient toutefois de ne pas oublier que la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest sont fortement islamisés. Ils ne peuvent donc ignorer le renouveau que connaît l'islam à travers le monde.

### III - Une région très marquée par le renouveau de l'islam

Le mouvement de renouveau qui secoue le monde musulman depuis une trentaine d'années n'a effectivement pas épargné l'Afrique. Comme l'ensemble des zones traditionnelles d'expansion de l'islam, l'Ouest du continent a été directement concerné par la nouvelle vitalité religieuse et politique de cette communauté.

Ce sont notamment les bouleversements géopolitiques de la dernière décennie du vingtième siècle qui ont facilité la perception d'un réveil de l'islam que le monde pouvait déjà deviner dans la révolution iranienne et le début du conflit afghan.

L'effervescence de la deuxième religion au monde, en nombre de croyants, se traduit pour l'Afrique de l'Ouest par de profondes évolutions. Celles-ci résultent de la place historique de la région au sein du monde musulman, s'appuient sur un prosélytisme qui dépasse les cadres nationaux et sont amplifiées par une forte implication de puissances étrangères. Elles aboutissent logiquement à l'affirmation d'un radicalisme islamique.

Constituant l'un des grands gisements de population musulmane dans le monde et une des rares zones où la conversion de nouveaux fidèles est encore possible, la région est donc inévitablement devenue un enjeu pour l'islam.

#### 3.1 - L'Afrique de l'Ouest au cœur des axes historiques d'influence de l'islam sur le continent

L'histoire de l'expansion musulmane sur le continent et le dynamisme actuel des régions périphériques rendent impensable que l'Ouest de l'Afrique puisse rester en dehors des bouleversements du monde islamique.

Placée à la croisée des grands axes de pénétration est-ouest et nord-sud, la région voit son évolution étroitement liée à celle de l'islam à partir du X<sup>ème</sup> siècle. La zone correspondant au Nord de l'actuel Nigeria en est le pivot.

En raison de l'obstacle constitué par les royaumes chrétiens des rives de la mer Rouge entre l'Arabie et l'Afrique soudanaise<sup>10</sup>, ce sont les axes *nord-sud* et *ouest-est* qui ont d'abord permis la pénétration de l'islam vers le cœur du continent. Entre le VIII<sup>ème</sup> et le X<sup>ème</sup> siècles, l'expansion initiale de la nouvelle religion se fait depuis les rives de la Méditerranée vers le Sud, le long des pistes commerciales. Puis, à partir du XI<sup>ème</sup> siècle, cette pénétration croise le mouvement de conquête vers l'Est menée depuis les côtes du Sénégal par les Almoravides qui atteignent Tombouctou et Gao. Initialement porté par des commerçants, l'islam se transmet donc bientôt aux dynasties et aux aristocraties des empires et royaumes établis au débouché des pistes sahariennes. Il touche ensuite les zones de population bantoue.

L'axe *est-ouest* se développe progressivement. Mais son véritable essor date en fait du début des pèlerinages de masse à La Mecque. Il s'affirme avec la révolution des transports et repose aussi aujourd'hui sur la volonté des pays arabes du Moyen-Orient et du Soudan d'exercer une influence sur l'Ouest africain.

---

<sup>10</sup> Le Soudan, de l'arabe Al-Sudan, désigne pour eux la terre située au cœur du continent au sud du Sahara.

Ces mêmes axes sont empruntés dans la deuxième partie du XX<sup>ème</sup> siècle par le renouveau islamique insufflé, par l'intermédiaire des pays arabes, depuis le Maghreb autant que par l'est de la zone.

La région est également marquée par des mouvements internes de développement islamique. Elle est historiquement une terre de mission et les guerres saintes pour l'extension ou la purification de la religion y ont été nombreuses. Plusieurs sont même devenues de véritables mythes aujourd'hui. Au XVIII<sup>ème</sup> siècle eurent ainsi lieu de nombreux conflits pour l'expansion de l'islam : guerres du Fouta Djallon, de Sokoto ou épopée d'Ousmane Dan Fodio contre les Haoussas du Nigeria. Le XIX<sup>ème</sup> siècle fut plutôt celui de la résistance religieuse contre les colonisateurs menée par de grands défenseurs de l'islam comme Samory Touré<sup>11</sup>.

Aujourd'hui, plusieurs régimes issus de coups d'Etat cherchent à retrouver une légitimité à travers l'islam par la référence à ces guerres saintes. On assiste par exemple au Burkina, dans un but patriotique, à une relecture « islamique » de la révolution démocratique et populaire de Thomas Sankara.

Mais, face aux Occidentaux, les musulmans durent rapidement rendre les armes. Loin de marquer le déclin de l'islam pourtant, la colonisation le favorisa. Elle créa de nouveaux liens entre les différentes communautés musulmanes désormais rassemblées dans un grand ensemble régional : l'Afrique Occidentale Française. L'idée de résistance fut oubliée au profit d'une stratégie de développement par la collaboration. Le pouvoir colonial chrétien utilisa ainsi l'islam en l'institutionnalisant. Des fiefs musulmans (sultanats, émirats et lamidats) servirent de relais pour son administration. Le fonctionnement économique et social des nouvelles colonies fut, en outre, structuré à travers le système des confréries islamiques. Les influences des communautés musulmanes extérieures à la région continuèrent aussi à s'exercer, notamment depuis l'Afrique du Nord.

Aujourd'hui, l'Afrique de l'Ouest reste très influencée par ses voisins du Nord du Sahara et par un courant est-ouest depuis les pays arabes. Au nord, le foyer islamiste algérien, la Libye et l'Égypte sont les plus dynamiques ; l'influence orientale est surtout celle du Soudan et des pays musulmans du Golfe Arabo-Persique.

Il apparaît ainsi, au terme de dix siècles d'influences et d'expansion, que la région est devenue majoritairement islamique. Il faut aussi constater que le mouvement s'est récemment amplifié puisqu'un manuel de géographie des années 1920 présentait les populations noires de l'Afrique Occidentale Française comme très peu islamisées. En à peine plus d'un demi-siècle le Sénégal a vu, par exemple, doubler la proportion de musulmans dans sa population. Ils en représentent aujourd'hui plus des neuf dixièmes.

### **3.2 - Le renouveau islamique : une dynamique qui ne connaît pas de frontière**

La carte de la pratique religieuse en Afrique occidentale atteste donc l'ampleur de cette « vague verte ». Elle s'explique aussi par le fait que le développement de l'islam s'affranchit des frontières, tant politiques que sociales.

---

<sup>11</sup> Il fut vaincu par les Français en 1898 après avoir envahi une partie de la Côte d'Ivoire.

De fait, les schémas de pensée occidentaux légués par la colonisation et encore dominants au sein des élites au pouvoir instituent des frontières politiques et sociales qui ne représentent rien pour le musulman. Ainsi en est-il, par exemple, du confinement de la religion dans la sphère du privé. Il en est de même avec l'éclatement de certaines ethnies ou confréries de part et d'autres de frontières artificielles, issues du morcellement colonial de l'Afrique de l'Ouest. Si la région de Zinder au Niger est aujourd'hui secouée par un fort courant islamique, c'est en raison du fondamentalisme actif dans l'Etat de Kano au nord du Nigeria avec lequel elle est historiquement liée.

Le renouveau islamique s'appuie en effet sur des réseaux informels et des solidarités sociales indépendantes que l'Etat, de conception occidentale, ne peut contrôler.

Interrogé sur cette dynamique, l'évêque de Dakar<sup>12</sup> attribue son succès à la conjonction de la poussée démographique, du principe de cooptation et de la solidarité au sein de l'oumma, aussi bien à l'intérieur des frontières qu'à travers elles.

Le différentiel de natalité entre la communauté musulmane et les autres est effectivement un important facteur d'expansion. L'islam accepte la polygamie. Un de ses préceptes stipule en outre que les enfants d'un musulman adoptent nécessairement sa religion et qu'ils ne peuvent plus l'abandonner ensuite sous peine de mort. De même, seul un homme peut épouser une infidèle dont les enfants seront ensuite musulmans. Par cette mécanique<sup>13</sup>, plusieurs pays de la zone ont d'ores et déjà une population à majorité musulmane.

Le prosélytisme musulman repose aussi sur l'action de religieux itinérants, combinée à la création de centres de propagande locaux fortement enracinés dans la population. Bénéficiant dans la plupart des pays des structures confessionnelles traditionnelles, le renouveau de l'islam s'appuie d'abord sur une action de conversion interne destinée à ses sujets les moins impliqués. Ce n'est que dans un deuxième temps qu'il s'oriente vers la conversion de nouveaux croyants.

Mais l'expansion de la foi passe encore par une dynamique sociale qui a toujours fait sa force. Basée sur la solidarité et sur le soutien matériel et intellectuel des plus faibles, elle se superpose à l'action menée par les Etats, enfermés dans une conception occidentale. Certaines attitudes régies par la pratique religieuse, comme l'aumône ou la cooptation systématique de candidats musulmans aux postes importants, sont de puissants facteurs de recrutement. L'action individuelle est, en outre, relayée dans le cadre de puissantes associations confessionnelles.

*Les confréries maraboutiques* jouent en effet dans la propagation de l'islam un rôle important à l'échelle de la région. Le marabout, étymologiquement l'homme qui se consacre à la défense armée de l'islam, est aujourd'hui au cœur du mouvement. Ce système traditionnel reste vivace dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest où son influence dépasse le cadre des frontières d'Etats. Les confréries participent au renouveau actuel de l'islam en attirant des fidèles à qui elles fournissent en particulier un cadre d'organisation sociale et d'entraide basé sur le Coran. Leur dynamisme repose d'abord sur la personnalité de chefs locaux dont l'autorité prime sur la hiérarchie centrale. Ces chefs sont de plus en plus souvent de nouveaux lettrés, arabisants, issus des centres de formation des pays arabes. Les confréries implantées dans les pays d'Afrique de l'Ouest proviennent de certains d'entre eux, notamment la Mouridiya du Sénégal (2 millions de membres), ou ont essaimé depuis les pays voisins comme la Tidjaniya, originaire d'Algérie et surtout

---

<sup>12</sup> Jeune Afrique du 9 mars 1999.

<sup>13</sup> A l'échelle de la planète, les musulmans ont dépassé le seuil du milliard de croyants au milieu des années 1990.

implantée au Sénégal (2 millions d'adeptes), au Mali et au Nigeria. Au Sénégal, la confrérie Mouride se distingue par le contrôle de plus d'un tiers de l'économie du pays. Mais beaucoup d'autres associations informelles existent au niveau des villages ou des quartiers et œuvrent pour l'expansion de l'islam. Certaines ont un but social d'aide ou de solidarité au profit des plus défavorisés. Beaucoup d'autres participent au développement de la foi islamique par le biais de l'enseignement. Les écoles coraniques sont en effet tolérées, voire aidées, par tous les Etats de la région qui restent incapables de prendre en charge dans le système public et laïc tous les enfants en âge d'être scolarisés.

Les individus et les organisations confessionnelles traditionnelles s'appliquent donc plus ou moins directement à propager « par le bas » la vague du renouveau islamique dans la région. Celle-ci est aussi amplifiée « par le haut » par l'engagement d'Etats extérieurs à la zone.

### **3.3 - L'expansion de l'islam renforcée par les influences étrangères**

Plus encore que l'aspect social du prosélytisme, c'est donc la multiplication des influences étrangères qui caractérise aujourd'hui le renouveau de l'islam en Afrique de l'Ouest. L'implication des pays musulmans dans la région se fait surtout sur la base de relations bilatérales et s'appuie sur le devoir, qui incombe à tout musulman, de participer à l'extension de l'islam. Pourtant, au-delà du discours se cache une autre réalité : l'utilisation de la religion comme vecteur d'influence ou, plus prosaïquement, comme arme de la compétition entre Etats. L'islam en Afrique de l'Ouest est ainsi concerné par la concurrence qui oppose les principaux pays musulmans du monde pour la place de chef de l'oumma. Dans la région sont ainsi en compétition l'Arabie Saoudite et l'Iran ainsi que la Libye et le Soudan. Mais, si leur influence domine, elle n'exclut pas d'autres présences actives comme celles des pays du Maghreb ou du Pakistan.

Il faut toutefois se persuader que l'action de tous ces pays allie systématiquement la fidélité à la mission religieuse et la poursuite d'intérêts propres. Leur influence s'exerce de différentes façons. Le vecteur principal en est l'aide financière versée notamment par les pays pétroliers arabes. Elle est relayée par des aides plus élaborées qui font pièce à l'engagement humanitaire occidental. L'aspect culturel tient enfin une grande place, notamment par le biais de la formation de cadres arabisants.

L'aide financière est un atout important du développement de l'islam et s'appuie essentiellement sur la manne pétrolière. Les principaux donateurs sont donc les pays du Golfe. Le versement de cette aide est évidemment assorti de contreparties visant à favoriser le développement de l'islam. L'impact de ces versements est particulièrement sensible en Afrique de l'Ouest lorsqu'on sait que l'aide internationale « occidentale » profite peu à la région. Ainsi, sur la moyenne des dix dernières années, aucun des dix pays sous-développés qui ont monopolisé les trois quarts des aides de la Banque mondiale n'appartient à l'Afrique sub-saharienne. Les financements musulmans sont donc particulièrement bienvenus dans ces circonstances. En dehors des fonds distribués directement dans le cadre d'accords bilatéraux, deux banques organisent la plupart de ces transferts financiers : la Banque de développement islamique (BDI) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BEDEA). Cette dernière est le bras

financier de la Ligue arabe<sup>14</sup> et prête ou donne des capitaux à tous les pays de la zone. Les principaux bénéficiaires sont la Guinée, la Guinée Bissau, la Gambie, le Niger, le Mali et le Sénégal. Il n'en reste pas moins que pour les pays arabes aussi l'Afrique de l'Ouest n'est pas une priorité.

L'action humanitaire s'est également mise au service de l'islam. La formalisation des théories humanitaires à partir des années 70 et leur succès actuel font de cet outil un vecteur efficace du prosélytisme islamique. Les principaux pays missionnaires ont donc créé leurs propres mouvements et associations. En Afrique de l'Ouest plusieurs dizaines de ces organisations non gouvernementales (ONG) sont à l'œuvre. Elles sont présentes sous la forme de centres d'accueil ouverts dans les différents pays et proposant soins et aides. Elles interviennent en outre par le biais de « caravanes humanitaires » permettant le déplacement vers les populations de certains équipements de santé dont il est impossible de bénéficier en dehors des principales capitales. On peut citer parmi ces associations « l'Islamic African Relief Agency » (IARA), agence soudanaise, qui est notamment présente au Sénégal, au Mali et au Ghana. Elle est parallèlement un vecteur des thèses du Front National Islamique de Hassan el-Tourabi. La « Da'wa Al Islamiya » est un autre instrument des islamistes soudanais et diffuse, sous couvert humanitaire, l'idéologie des Frères Musulmans dans dix-huit pays d'Afrique Noire. L'« Human Appeal International » est, elle, issue des Emirats Arabes Unis. Elle n'en est pas moins un vecteur islamiste et son représentant pour l'Afrique de l'Ouest, implanté au Sénégal, a été expulsé pour cette raison en 1994.

L'aide culturelle est le troisième volet d'intervention des pays musulmans extérieurs en Afrique de l'Ouest. Elle se traduit surtout par l'attribution de bourses à des lycéens et étudiants de la zone pour leur permettre de mener des études dans les principaux centres d'éducation de l'islam. Dans le sens inverse, la région reçoit aussi des enseignants et des prédicateurs issus de pays étrangers. Mais ce sont généralement des jeunes diplômés ou des oulémas formés en terre d'islam qui reviennent diffuser dans leur propre pays la culture et la foi arabes. Certains de ces centres de formation de jeunes Africains sont désormais célèbres dans toute la région<sup>15</sup>.

Mais les Etats musulmans interviennent aussi dans la région par le biais d'organisations internationales islamiques. L'Afrique de l'Ouest n'est cependant pas leur priorité.

*L'Organisation de la conférence islamique* (OCI) regroupe depuis 1971 des Etats et des associations non-gouvernementales en vue de permettre l'extension de l'islam par une action coordonnée dans les domaines politique, économique, culturel et religieux. L'OCI a son siège à Jeddah et pilote notamment les actions de la *Banque islamique de développement*, gestionnaire du Fonds islamique de solidarité, qui est en quelque sorte le pendant musulman de la Banque mondiale. Elle est dominée par l'Arabie Saoudite<sup>16</sup>, comme le sont aussi la *Ligue du monde musulman* (La Mecque), l'*Organisation mondiale de la science islamique* (Riad) ou la *Fédération des écoles islamiques* (Jeddah) qui assurent, chacune dans son domaine, le rayonnement missionnaire du royaume saoudien. Elles s'opposent en Afrique de l'Ouest à d'autres organisations qui tentent de contrer la volonté hégémonique des Saoudiens. C'est notamment le cas de la *Ligue de l'appel*

---

<sup>14</sup> Son financement est principalement assuré par l'Arabie Saoudite (25%), la Libye (17%), le Koweït (15%) et les Emirats arabes unis (12%).

<sup>15</sup> On peut citer Médine en Arabie Saoudite, Al-Azhar en Egypte, Al-Merkaz au Soudan ou Rakada en Tunisie.

<sup>16</sup> Le royaume saoudien verse 1,2 millions de dollars à l'OCI soit 10% du budget annuel de l'organisation.

*islamique* qui émane de Tripoli et du *Congrès mondial musulman* dont le siège est à Karachi.

Ces grandes organisations dont le rôle n'est pas négligeable sont cependant de plus en plus sclérosées par de lourdes structures bureaucratiques et affaiblies par les difficultés financières et les luttes d'influences. L'OCI est ainsi au bord de l'implosion en raison d'un arriéré de cotisations qui dépasse trente millions de dollars.

Pour mieux comprendre ce dernier phénomène, il est utile d'analyser les motivations et la politique adoptée par les principaux pays intervenant dans la région. Il faut utiliser pour cela une double grille de lecture. La première repose sur la mission religieuse classique qui a pour vocation l'extension de l'islam. La seconde est liée à la concurrence que se livrent ces pays qui utilisent la da'wa comme « une arme dans la guerre froide interarabe » selon les termes de Reinhardt Schulze<sup>17</sup>.

### *La rivalité Arabie Saoudite – Iran*

La rivalité historique qui oppose l'Iran perse et chiite au monde arabe et sunnite se traduit notamment par une compétition d'influence en direction des pays islamiques. L'Arabie Saoudite met tout en œuvre pour la contrecarrer.

*L'Arabie Saoudite* revendique le rôle de chef de file du monde musulman. Elle est de fait le berceau de l'islam et la gardienne de ses lieux saints. Pour cette raison et pour se faire pardonner son opulence par les pays musulmans dépourvus de pétrole, elle fait preuve d'un prosélytisme qui s'appuie sur le renouveau du wahhabisme<sup>18</sup> après 1945, renforcé depuis 1973 par la manne pétrolière. Le royaume saoudien a traditionnellement bâti son influence sur la propagation de la foi islamique opposée aux nationalismes à tendance laïque et progressiste apparus dans des pays tels que l'Égypte, l'Irak ou la Syrie. C'est lui qui a forgé au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle le concept de mission pacifique, offrant une alternative à la voie traditionnelle d'extension de l'islam par la force. Aujourd'hui, près de 350 missionnaires saoudiens sont présents dans toute l'Afrique.

Si tous les pays de la zone reçoivent un peu de cette aide saoudienne, l'Afrique de l'Ouest comme le continent dans son entier reste une priorité secondaire. Ainsi, à peine 15 des 120 mosquées récemment construites avec un financement saoudien l'ont été en Afrique de l'Ouest. Les engagements de Riad concernant ce continent, soulignés par la création en 1976 d'une « direction de la da'wa pour l'Afrique » localisée à Dakar, ne semblent donc pas tenus.

A l'inverse de cette présence traditionnelle, l'engagement de *l'Iran* est plus récent et apparaît donc comme un élément perturbateur en Afrique de l'Ouest. Recherchant toute opportunité de retisser un réseau d'influence mis à mal par la révolution de 1979 puis par la guerre contre l'Irak, ce pays se montre particulièrement actif dans la région. Sa propagande religieuse est efficace et s'appuie sur ses représentations diplomatiques et sur les centres culturels ouverts dans plusieurs pays. Elle cherche notamment à profiter du prestige que lui confère son régime islamique pour se créer des alliés parmi les pays

---

<sup>17</sup> Université de Brême, auteur d'une étude sur la da'wa saoudienne en Afrique de l'Ouest.

<sup>18</sup> Le mouvement wahhabite, initié par Abd el-Wahhab au XVIII<sup>ème</sup> siècle, s'est bâti, déjà, sur le refus de la modernité et de la culture occidentales. Il est le principal, mais non le seul, mouvement de rénovation de l'islam issu du royaume saoudien dont il est aujourd'hui le système sociopolitique officiel. Il exerce une forte influence sur toute l'Afrique subsaharienne.

africains de l'OCI afin de pouvoir y contrer la prépondérance saoudienne. Elle demeure toutefois un allié encombrant et son prosélytisme dynamique lui a valu l'expulsion de ses représentants de plusieurs pays. Son point d'entrée principal dans la zone est aujourd'hui le Nigeria. Elle entretient cependant des relations suivies avec la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Ghana qui sont pour elle des pays de mission.

#### *Le relais soudanais*

Gouverné depuis 1989 par le pouvoir militaire du général Omar Hassan el-Béchar, le pays est en fait dirigé en sous main par le Front National Islamique de Hassan el-Tourabi qui contrôle directement ou indirectement les postes clés du pouvoir. Le Soudan est devenu une des plaques tournantes du renouveau islamique en Afrique. La partie ouest du continent est un de ses axes privilégiés d'influence. Situé à la charnière des mondes arabe et négro-africain, le pays sert d'intermédiaire à beaucoup d'initiatives de pays arabes ou asiatiques pour le développement de l'islam. Il dispose en particulier de centres de formation islamique qui accueillent des étudiants africains formés comme lettrés et bons musulmans. Ainsi, un Centre islamique africain a été ouvert au sud de Khartoum grâce à des financements arabes. Il forme chaque année plusieurs dizaines de stagiaires des pays d'Afrique de l'Ouest.

#### *Le cavalier seul libyen*

La Libye a développé, sous la férule du colonel Kadhafi, une vision particulière de l'islam<sup>19</sup> qui est aussi un des outils d'une politique extérieure active et souvent à visées hégémoniques. Le pays peut aussi compter sur le relais de poids que constitue la confrérie Sénoussie dont il est le berceau et qui a essaimé dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Le prosélytisme libyen à l'égard de l'Afrique subsaharienne se traduit par plusieurs actions. Dans un premier temps, près de 250 missionnaires libyens œuvrent dans cette zone. En outre, plusieurs centres universitaires sont ouverts dans le pays et forment une centaine d'étudiants par an. Le Nigeria et le Sénégal en sont les principaux bénéficiaires en Afrique de l'Ouest. Enfin, des centres culturels sont ouverts dans tous les pays de la zone à l'exception du Liberia.

A travers l'ensemble de ses actions, la Libye s'oppose assez directement aux influences algérienne, saoudienne et iranienne vers la région à laquelle elle attribue près de 40% du total de son aide extérieure. Cette orientation s'explique notamment par l'échec de toutes ses tentatives d'union du Maghreb arabe et son éviction des pourparlers « euro-méditerranéens » qui font du continent noir le seul axe d'influence possible pour elle. Toutefois Tripoli conserve une réputation d'expansionnisme et une capacité de nuisance qui conduisent les pays bénéficiaires de son aide à conserver leurs distances avec elle.

*La Tunisie, le Maroc et l'Algérie* ne sont pas absents des influences islamiques pesant sur l'Afrique de l'Ouest, même si le dernier de ces pays est surtout monopolisé par la guerre civile qui le désorganise. L'Etat tunisien, pour sa part, favorise l'expansion de sa vision moderne de l'islam vers le sud du Sahara. Quant au royaume chérifien, il s'appuie sur des liens historiques avec plusieurs pays de la région pour favoriser le développement d'un islam plus traditionnel mais tolérant.

Mais leur action, comme celle de tous les pays favorisant le renouveau musulman dans la région, est aussi un facteur favorable à la montée du radicalisme islamique qui n'est, par essence, que l'aboutissement logique du processus.

---

<sup>19</sup> Le Livre Vert développe la vision de l'islam qu'a le chef de l'Etat libyen.

### 3.4 - Renouveau de l'islam et radicalisation

L'Afrique de l'Ouest appartient à la « zone de conciliation » entre la maison de l'islam et celle de la guerre. Aucun des pays de la zone n'est en effet un véritable Etat islamique mais tous sont partiellement islamisés. Les musulmans y sont donc tenus au jihad, tel qu'il a été défini en préambule, en vue d'une application intégrale du Coran. Les thèses des islamistes reflètent plusieurs écoles et courants, certains d'origine locale, la plupart inspirés du monde arabe<sup>20</sup>.

Désormais implanté dans tous les pays de la région et marquant une rupture avec le discours traditionnel, le radicalisme islamique se traduit par la constitution d'une nouvelle élite et présente des formes variées.

#### *Les causes du passage à l'islamisme*

Le phénomène de radicalisation d'une partie des musulmans en Afrique de l'Ouest résulte de la convergence de plusieurs facteurs et prend des formes différentes. Une cause principale peut cependant être identifiée, c'est le poids des difficultés économiques et politiques de la région. Les islamistes se recrutent, de manière schématique, au sein de trois catégories de personnes qui trouvent chacune, dans le radicalisme, la réponse adaptée à leurs propres difficultés.

Il s'agit d'abord de musulmans convaincus qui veulent vivre, conformément à une lecture radicale du Coran, dans un Etat islamique. Ils y sont incités par la constatation des échecs et des défauts du système politique et social en vigueur dans leur pays. Ils souhaitent l'union du politique et du religieux dans une application stricte de la charia pour assainir la vie publique et privée et pour renouer des relations sociales plus conformes à leur foi. Etant fondamentalistes, ils n'imaginent pas la rénovation de l'islam, ni son confinement à la sphère privée mais veulent son imposition à l'ensemble de la population comme seul cadre de vie. Le respect de leurs convictions religieuses justifie à leurs yeux les sacrifices et les risques qu'ils prennent en militant en ce sens.

Plus nombreux sont les croyants, sans doute plus matérialistes, dont la radicalisation traduit surtout une réaction à des conditions de vie difficiles. Estimant que leurs épreuves résultent de l'échec du modèle politique, social et économique inspiré de l'Occident, ils entendent bien lui substituer un système nouveau fondé sur le Coran. Cette catégorie forme les gros bataillons des mouvements de masse à coloration islamiste. Elle espère trouver dans l'islamisation radicale à la fois le retour d'une solidarité sociale diluée et la reconstitution de repères culturels souvent effacés par l'exode rural massif et la désintégration des familles. Son engagement est motivé par cet espoir d'amélioration de ses conditions de vie. Ayant souvent peu à perdre, elle est parfois sujette à des débordements passionnés, comme on l'a récemment vu au Nigeria. Rassemblant les plus déshérités des campagnards et les jeunes citadins désœuvrés issus de l'exode rural, cette catégorie espère donc pouvoir transposer les réussites sociales de l'islam à l'échelle d'un pays. Elle est inspirée en ce sens par la précédente catégorie mais, surtout, instrumentalisée par celle qui suit.

---

<sup>20</sup> Il est intéressant de rappeler que les Etats-Unis ont favorisé à plusieurs reprises le succès des islamistes dans le monde depuis leur choix initial de soutenir les intégristes afghans contre les communistes russes.

Le dernier groupe est en effet composé de gens instruits qui voient dans le passage de l'islam au politique la possibilité d'accéder aux cercles du pouvoir. Ils entendent utiliser à leur profit le mécontentement des plus démunis à qui ils proposent une alternative à la faillite actuelle. Bien sûr, une part de ces lettrés est composée de véritables croyants qui veulent ouvrir l'islam à la modernité pour le profit de la population. Mais leur audience est très limitée. Pour la majorité, les motivations religieuses, sans être absentes, sont malgré tout placées au deuxième plan derrière l'ambition personnelle. Ce groupe, du fait de son projet politique, s'oppose plus directement aux tenants actuels du pouvoir dans les différents pays de la région.

### *Rupture avec le passé, l'émergence d'une nouvelle élite*

La rupture avec le système en place qui caractérise la radicalisation du discours islamique s'appuie notamment sur l'émergence d'une nouvelle élite qui a pour principale particularité sa formation intellectuelle et religieuse.

L'islam traditionnel de l'Afrique occidentale a pour caractéristique de ne faire que peu appel à la langue arabe, même si celle-ci reste la langue du sacré. Le renouveau islamique, et surtout la radicalisation du discours musulman observés dans ces pays, s'appuient au contraire sur un savoir de plus en plus fréquemment énoncé en arabe. Cette langue est de plus en plus utilisée comme alternative à la langue officielle qui est souvent celle de l'ancien colonisateur. La nouvelle génération d'intellectuels qui apparaît dans la région maîtrise cette langue. Ces hommes bénéficient également d'une formation intellectuelle et religieuse de bon niveau. Celle-ci est la plupart du temps acquise dans les grands centres d'enseignement des pays arabes et du Soudan. Ces lettrés y sont formés de façon tout à fait moderne et savent parfaitement profiter de cette modernité pour rendre leur action plus efficace. Ainsi, cette nouvelle élite qui est à l'œuvre depuis quinze à vingt ans mène un travail de fond sur les populations auprès de qui elle possède désormais une certaine légitimité.

Cette audience se traduit inévitablement par un conflit d'intérêt avec l'élite traditionnelle. Celle-ci se compose, d'une part, de la minorité fortement occidentalisation qui domine l'administration et la classe politique et, d'autre part, d'un clergé traditionnel peu instruit, y compris dans les affaires religieuses. L'élite actuelle refuse aux nouveaux venus tout accès aux centres de pouvoir, ne leur laissant comme seule alternative que le choix de s'ériger en contre élite. Cette dernière s'affirme notamment en dénonçant les lacunes du modèle occidental et les travers des pratiques religieuses traditionnelles, l'islam syncrétique, comme par exemple le charlatanisme de nombreux marabouts. Constituant un vecteur important du renouveau islamique, elle se montre particulièrement sensible à la radicalisation du discours religieux qui cadre mieux avec sa formation orthodoxe que la pratique traditionnelle, souvent approximative et mêlée de rites anciens. Cette nouvelle élite est souvent impliquée dans les mouvements qui structurent l'islamisme en Afrique de l'Ouest.

### *Les formes de l'islamisme*

Prudent et efficace pour ses zéloteurs anciens ou instruits, l'islamisme peut devenir violent lorsqu'il traduit le désarroi de déshérités souvent manipulés par la première catégorie d'adeptes.

Il n'existe pas de réelle unité du radicalisme musulman. Il faut plutôt parler de « nébuleuse islamiste » pour rendre compte de la grande diversité des groupes concernés. Leur point commun est de mener à son terme la logique islamique pour appliquer le Coran à la lettre. Ne pouvant pas sembler sectaires sous peine de trahir ses préceptes, ils choisissent généralement pour nom « appel » ou « rassemblement » respectant ainsi le principe de totalité de l'islam. Il est possible de les classer en trois catégories.

Les *groupes de pratique* classiques s'appuient souvent sur une confrérie. Ils se chargent du salut des âmes déjà converties. Leur action, surtout religieuse et sociale, peut cependant s'orienter vers le domaine politique mais reste finalement peu efficace dans la perspective du djihad. Les Frères musulmans peuvent en partie être placés dans cette première catégorie.

Les *associations conversionnistes* ont, elles, des objectifs plus ambitieux. Il s'agit de ramener à l'islam pur des musulmans tièdes et de convertir de nouveaux adeptes. Elles sont fondées sur la force de la prédication de nouveaux marabouts souvent formés dans les grands centres religieux du monde musulman, l'université Al Azhar en Egypte ou celle de Médine en Arabie Saoudite par exemple.

Les *associations activistes*, enfin, sont celles qui allient esprit missionnaire et projet politique en vue de l'établissement de l'Etat islamique. Certaines refusent la violence mais plusieurs la revendiquent comme méthode idéale pour faire table rase d'un monde ancien compromis. Une forme possible de leur façon d'agir peut être illustrée par un exemple récent. Au Niger, en septembre 1999, des associations islamistes ont déclenché un large mouvement d'opinion pour s'opposer à une campagne de lutte contre le sida organisée par le gouvernement. Rejetant tout ce qui vient de l'Occident, ces extrémistes ont malmené des prostituées et empêché le déroulement de la campagne d'information sur le préservatif initialement programmée en exigeant du pouvoir qu'il impose plutôt le retour à la pureté des mœurs islamiques. Dans ce cas, il est instructif de noter à la fois la vigueur de l'action menée à l'instigation d'une minorité décidée, y compris par la violence, et la faiblesse du gouvernement qui a quasiment renoncé à toute information et protection de sa population contre le sida.

Les messages véhiculés par ces différentes organisations prennent, au-delà de leur base religieuse commune, des formes très variables. Au Sénégal, par exemple, certains groupes s'appuient sur les tentations nationalistes en dénonçant la présence des troupes françaises. Plus généralement les thèmes mobilisateurs sont liés à la défense de l'islam (contre Israël souvent) et, surtout, au rejet de l'Occident, de ses valeurs et de son amoralisme. Le développement des solidarités traditionnelles, la promotion de la famille et la scolarisation sont aussi des axes importants de propagande.

Au sein de la nébuleuse islamiste, les différents types d'organisations cohabitent généralement sans s'opposer. L'itinéraire personnel des islamistes les conduit d'ailleurs souvent à passer de l'une à l'autre, au fur et à mesure de leur radicalisation.

Si l'islamisme apparaît comme une conséquence naturelle du renouveau de l'islam, il faut voir maintenant de quelle façon il parvient à s'intégrer dans le contexte religieux, social et politique propre aux pays de l'Afrique de l'Ouest.

## **IV - Le radicalisme islamique en Afrique de l'Ouest, une influence réelle et un risque potentiel**

La vague du radicalisme islamique déclenchée par la révolution iranienne trouve sa réplique, dix années après, dans la victoire du Front Islamique du Salut aux élections municipales algériennes. Dans de nombreux pays, la volonté de faire entrer l'islam en politique résulte de ces bouleversements. Si elles n'ont pas été épargnées par cette tentation, les communautés musulmanes d'Afrique de l'Ouest n'ont, pour l'heure, pas su la mener à bien. Il serait toutefois léger de se borner à un tel constat pour conclure à l'absence de toute radicalisation islamique dans la région<sup>21</sup>. Le phénomène existe bel et bien dans la quasi-totalité des pays de la zone. Même si son ampleur y est variable, elle paraît aujourd'hui suffisante pour justifier qu'on s'en préoccupe. Le radicalisme islamique se révèle en effet être une force capable de peser dans la vie politique de beaucoup de ces pays. Il pourrait même, pour certains, devenir à court terme un des éléments clés de leur évolution<sup>22</sup>.

Si l'islamisme a réussi à faire son lit du nouveau musulman observé dans la région, c'est d'abord qu'il constitue pour certains la seule alternative crédible aux difficultés actuelles. C'est aussi qu'il sait s'adapter à des influences extérieures et à des traditions politiques locales différentes. Il revêt donc des formes variables suivant les pays. Parmi ses évolutions possibles, deux paraissent plus particulièrement envisageables dans la région.

### **4.1 - Le discours islamiste, alternative crédible à la faillite des systèmes actuels ?**

La religion a été absente de tous les grands moments politiques de la région depuis la période coloniale, aussi bien lors des indépendances qu'à l'occasion des coups d'Etats successifs connus par la plupart des pays. Elle pourrait aujourd'hui revenir sur le devant de la scène en raison de l'échec du système en place. De fait, comme le dit Jean Delumeau<sup>23</sup>, « l'intégrisme religieux est devenu l'idéologie la plus mobilisatrice aujourd'hui ». Sur les murs de plusieurs grandes villes apparaît ce slogan : « L'islam, voici la solution ! ».

Prétendant offrir une alternative complète au système politique, social et économique post-colonial qui domine l'Afrique de l'Ouest aujourd'hui, le radicalisme islamique présente aux yeux de ses zéloteurs l'avantage de s'en démarquer intégralement. Il rejette aussi bien les organisations traditionnelles perverties par leur collaboration durant la période coloniale que les nationalismes et les mouvements progressistes bâtis en réaction après l'indépendance des différents pays. Il doit donc mener un combat sur trois fronts puisqu'il s'oppose aussi à cet Occident qui œuvre à la perte de l'islam.

---

<sup>21</sup> L'idée à la mode d'une faillite de l'islamisme a suscité un débat qui n'est pas clôt. Comme Olivier Roy dans L'échec de l'islam politique paru au Seuil en 1992, Alexandre Adler soutient cette thèse dans la parution du 22 juillet 1999 de Courrier international face à François Burgat, auteur notamment de L'islamisme en face (La Découverte 1996), pour qui le mouvement islamiste garde toute son actualité. Il faut reconnaître que ce thème surexploité a causé une saturation des vecteurs de communication et que le sujet n'est, pour cette raison, plus vraiment porteur actuellement.

<sup>22</sup> Les Etats-Unis prennent très au sérieux cette éventualité et suivent la progression de l'islamisation radicale en Afrique, notamment à travers les réseaux soudanais. Pentagone, The rise of islam in subsaharian Africa, Washington DC, 1996.

<sup>23</sup> Delumeau, Jean Le fait religieux, Fayard 1993.

Porté par la montée des mécontentements et la déception croissante vis à vis des idéologies et des imitations de l'Occident, ce mouvement profite également depuis dix ans de la faillite de l'ancienne alternative marxiste.

Il offre enfin un espoir d'accès au pouvoir à tous ceux qui sont aujourd'hui exclus de l'élite dirigeante.

L'imposition d'un système de valeurs inspiré de celui des Occidentaux et la perte des repères traditionnels liée en particulier à l'exode rural massif favorisent le recours au fondamentalisme qui se bâtit sur le mythe de la communauté des musulmans et permet donc de faire table rase de tous les systèmes précédents et de leurs faillites.

En Afrique de l'Ouest, l'expression des rapports de forces politiques opère donc progressivement un glissement vers le phénomène religieux au point que le lien entre légitimités religieuse et politique soit noué, comme le veut l'islam. Une telle évolution remet donc en cause l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui dans tous ces pays. Caractérisé par sa « mollesse » dissimulée sous un autoritarisme de façade, l'Etat africain voit ses prérogatives grignotées de tout côté. L'islamisme aggrave cette évolution en mettant en cause pêle-mêle les structures de la société, l'ordre public, les choix de développement économique ou encore le contrôle de l'Etat sur l'éducation et l'enseignement. Il porte atteinte à la laïcité revendiquée par tous les pays de la région et à une cohésion sociale déjà fragilisée par les problèmes ethniques. Il est donc légitime de considérer que le radicalisme islamique fragilise au moins, menace parfois gravement, la stabilité de cet Etat africain.

Parmi les éléments qui conditionnent aujourd'hui le succès politique du radicalisme islamique figurent, d'une part, l'aptitude de l'élite en place à désamorcer toute velléité de crise et, d'autre part, le rôle stabilisateur joué par l'armée. Dans le premier cas, la conversion des dirigeants en place ou le choix de gouvernants pratiquants sont de nature à limiter le poids des revendications des islamistes, puisque les musulmans reconnaissent plus facilement un pouvoir tenu par un coreligionnaire. Ainsi, pour tenter d'asseoir son pouvoir, le président libérien Charles Taylor s'est converti à l'islam en août 1999. En ce qui concerne les militaires, leur engagement peut permettre de bloquer toute évolution vers un système islamiste. Ils peuvent néanmoins y parvenir plus ou moins complètement. S'ils paraissent réussir au Mali à bloquer son accès aux cercles du pouvoir, ils semblent dans le même temps éprouver de grandes difficultés à y parvenir durablement en Algérie ou au Nigeria.

Il est bien sûr difficile de prétendre juger de la crédibilité de cette idéologie islamiste. Elle se place dans un contexte religieux et culturel dont les repères sont généralement incompréhensibles pour l'Occidental. Il faut néanmoins tenter, en toute objectivité, de se forger un avis sur la qualité de la réponse fournie par cet islamisme aux problèmes des pays de la région.

Culturellement et socialement, l'islam a déjà fait la preuve de sa capacité, au niveau local, à créer de nouvelles solidarités. Elles permettent de pallier la désintégration des cultures anciennes qui est aggravée aujourd'hui par un exode rural massif. Même s'il faut la relativiser, cette qualité peut être également portée au crédit des islamistes qui fondent d'ailleurs partiellement leur succès sur cette dynamique sociale. Dans leur cas, cependant, il est à craindre qu'un accroissement de leur audience suscite simultanément le renforcement des réactions de rejet dans la partie de la population chrétienne ou restée fidèles aux cultes et culture traditionnels. Ce dernier groupe pourrait en effet se mobiliser, face à la volonté hégémonique des islamistes et pour la défense de ses propres repères culturels.

Au plan économique, il semble que l'exemple des pays les plus radicaux du monde musulman montre l'incapacité de l'islam à remplacer un système économique fondé sur le

marché. Il leur faut donc tenter de concilier une certaine modernité avec leur rejet affiché des valeurs occidentales et des relations avec les pays qui s'en réclament. Mais il est difficile d'imaginer quelle réponse nouvelle les islamistes pourraient alors apporter aux difficultés matérielles de leurs concitoyens. Il y a là une cause a priori évidente d'échec à terme.

Politiquement, enfin, l'alternative proposée par les islamistes est réelle au sens où elle propose un système complètement calqué sur le Coran. Elle repose, en outre, sur une élite différente, initialement créditée de confiance du fait de la faillite de la classe politique aujourd'hui au pouvoir. L'islamisme ne semble pourtant pas capable de répondre aux attentes matérielles de la population des pays d'Afrique de l'Ouest, ni de faire taire les divisions endémiques, notamment ethniques, qui l'affaiblissent.

La crédibilité de l'alternative islamiste existe, même si, paradoxalement, les possibilités de succès d'un islamisme qui parviendrait au pouvoir semblent objectivement plutôt réduites.

#### **4.2 - La victoire de l'islamisme : un but, des influences nombreuses**

Depuis ses origines, l'islam ne fait pas de séparation entre pouvoirs temporel et spirituel. Mahomet lui-même a été autant chef militaire et politique que prophète. L'accomplissement radical de l'islam ne peut donc se concevoir que dans l'action politique pour obtenir la réalisation de l'Etat islamique. Le passage du religieux dans la sphère politique est l'aboutissement inévitable du mouvement de renouveau de l'islam. Qu'il résulte d'un processus brusque ou progressif, violent ou pacifique, réclamé par la population ou imposé, ce passage est théoriquement complet et sans idée de retour. Ces différents cas de figure ont tous été plus ou moins illustrés par l'histoire récente des pays arabes.

Au plan des idées, deux voies s'offrent donc aux islamistes, le choix du réformisme ou l'option dure<sup>24</sup>. Dans la pratique, la mise en œuvre du radicalisme islamique en Afrique de l'Ouest est jusqu'alors fortement conditionnée par le jeu des influences extérieures. Celles-ci ont pour vecteur principal l'action des Etats, soit directe, soit détournée par des mouvements extrémistes. Elles se superposent donc aux interventions classiques visant l'expansion de l'islam et évoquées précédemment. Ceci les rend par conséquent plus difficiles à mettre en évidence. Ce qui est certain, c'est que l'Afrique de l'Ouest est aujourd'hui l'enjeu d'une véritable concurrence des organisations islamistes.

La naissance d'un concept de mission pacifique développé par l'Arabie Saoudite dans l'immédiat après-guerre a donc ouvert la voie à une double conception du prosélytisme islamique. Cette dualité se traduit pour les mouvements islamistes par la coexistence d'une branche réformatrice et d'une branche violente. La première voie est la plus simple à suivre mais, si elle domine nettement, elle est confrontée à des difficultés inhérentes à toute action menée sur le long terme. D'autres faiblesses la caractérisent telles que la difficulté de mettre en valeur sa différence avec les mouvements prosélytes conventionnels et de s'extraire de leurs lourdeurs (OCI) ou des rivalités qui les opposent. Il faut aussi y noter une tendance fréquente à l'intellectualisation au détriment de l'action. A l'inverse les organisations les plus dures, qui reconnaissent la violence comme moyen d'action légitime et efficace, sont moins nombreuses mais sont en revanche aidées par l'attraction naturelle pour les extrêmes. Ce sont soit des organisations autonomes, soit des groupes d'individus

---

<sup>24</sup> La violence est ainsi revendiquée comme moyen de soumettre l'Etat au pouvoir religieux par les mouvements d'obédience kharidjite (islamisme puritain) ou ismailienne (islamisme sectaire).

extrémistes, souvent attirés par un chef à la personnalité marquée, qui se constituent en marge de mouvements plus classiques.

La région ouest africaine est donc soumise à des influences nombreuses qui émanent des pays musulmans, principalement arabes. Il faut cependant relativiser « l'impérialisme arabe » souvent dénoncé dans ce cas. Les islamistes de la zone sont en effet eux-mêmes demandeurs de ces influences pour contrer celle de l'Occident.

Pour ces pays étrangers, l'exportation de l'islamisme constitue un volet souvent discret de leur action de prosélytisme officiel. Elle est aussi pour certains le moyen d'obtenir une sorte de certificat de bonne conduite islamique en œuvrant pour un islam pur à l'extérieur tout en réprimant plus discrètement leurs propres extrémistes<sup>25</sup> à l'intérieur. Elle reste bien sûr pour tous une arme supplémentaire dans la conduite de leurs relations internationales.

*L'Arabie Saoudite*, dont le régime pourtant lui-même radical doit lutter sur son propre sol contre toute tentative de débordement intégriste, développe ses propres réseaux vers l'extérieur afin de ne pas être marginalisée dans ce « créneau » d'influence. Elle finance par exemple au Sénégal le mouvement « Al Fallah », également soutenu par le Pakistan, et qui œuvre, par le biais d'actions éducatives et l'envoi de prêcheurs radicaux, pour l'islamisation totale de la société.

Par ailleurs, plusieurs ressortissants saoudiens, dont certains sont des opposants au régime comme Oussama Ben Laden<sup>26</sup>, financent aussi les menées de groupes intégristes en Afrique de l'Ouest, souvent par le biais de banques soudanaises. Ainsi « Al Muntada Al Islamiya », ONG créée par des exilés saoudiens de Londres en 1986, fournit-elle sous couvert humanitaire une aide aux mouvements intégristes notamment au Sénégal, au Mali, en Gambie et en Guinée.

*L'Iran*, bien que chiite, finance aussi des activités islamistes dans une région presque exclusivement sunnite. Elle le fait logiquement par l'intermédiaire de réseaux chiites noyant les communautés libanaises présentes dans tous les pays de la zone. Elle le fait aussi à travers les nombreuses représentations diplomatiques et culturelles qu'elle y entretient. Le dynamisme de ces réseaux est illustré par la vive réaction du président sénégalais Abdou Diouf à leur encontre au début des années 90<sup>27</sup>. La République islamique d'Iran reste un modèle pour une grande partie des musulmans radicaux du fait du caractère affiché de son intégrisme. Elle profite, en outre, du déclin relatif du prestige des pays arabes du Golfe qui se sont compromis par leur association avec l'Occident dans la guerre contre l'Irak.

En mars 1989, la condamnation (fatwa) de Salman Rushdie est soutenue par une foule importante à Dakar et par plus de 50 000 manifestants au Niger. En 1991 est créée au Sénégal « l'Association de solidarité islamique » (ASI) qui est financée par Téhéran et mène au niveau régional des activités de propagande islamiste sous couvert de relations culturelles. Elle dénonce en particulier la timidité de l'Arabie Saoudite et de l'OCI dans la défense de l'islam.

---

<sup>25</sup> L'action d'intégristes islamiques contre La Mecque en novembre 1979 a été écrasée dans un bain de sang par les autorités saoudiennes.

<sup>26</sup> Il est aujourd'hui un des principaux bailleurs de fonds du terrorisme islamiste dans le monde.

<sup>27</sup> Fermeture de l'ambassade décidée en raison du prosélytisme des diplomates iraniens.

C'est la Sierra Leone qui sert de plaque tournante à l'action iranienne dans la région. Téhéran y a implanté une fondation et l'université Ali Montazeri. Le pouvoir local ferme les yeux sur les activités de ses diplomates ou de ses enseignants en échange d'une importante aide économique.

*Le Soudan* est tout particulièrement actif pour la diffusion de l'islamisme dans les pays ouest africains. Il bénéficie lui aussi d'une aura particulière pour des raisons historiques et politiques. C'est traditionnellement un pays qui pratique et exporte un islam rigoureux depuis le XV<sup>ème</sup> siècle. La révolte mahdiste du XIX<sup>ème</sup> siècle a encore renforcé sa notoriété. Au plan politique, il applique strictement la charia depuis 1989 et mène une véritable guerre d'extermination des infidèles chrétiens et animistes du Sud depuis 1983<sup>28</sup>. Pour donner corps à son action, il a cependant besoin de moyens financiers qu'il trouve notamment auprès d'autres pays musulmans dont la Malaisie, chez des dissidents saoudiens ou à travers des liens presque contre-nature établis avec les réseaux iraniens (chiites) et libanais (plutôt trafiquants). Il appuie principalement son action sur les Frères musulmans.

*La Libye* du colonel Kadhafi, même si elle est plus nationaliste qu'islamiste, participe aussi au développement des thèses radicales en Afrique de l'Ouest. Sans doute essentiellement motivée par la volonté de défendre son influence sur la zone, Tripoli finance de nombreux groupes extrémistes. La Libye est l'exemple du pays qui réprime ses propres intégristes<sup>29</sup>, les Frères musulmans locaux notamment, mais favorise la propagation de l'islamisme à l'extérieur essentiellement par intérêt politique. Elle s'appuie sur une structure spécialement adaptée, la « Da'wa Islamiyya », qui agit notamment au Niger, en Côte d'Ivoire et au Sénégal dont 500 000 ressortissants sont travailleurs immigrés en Libye. Cet Etat est, avec l'Iran, le principal pays déstabilisateur de l'Afrique de l'Ouest par le biais de l'islamisme. Ses actions visent à fragiliser les régimes qui lui sont opposés, elle soutient la rébellion touareg au Niger, et à améliorer sa position dans la concurrence entre pays arabes.

*Le Pakistan*, pays musulman à plus de 97% et qui fut en 1977 un des premiers Etats à se dénommer officiellement « islamique », tente lui aussi de se créer une sphère d'influence dans la région. L'essentiel de son action reste cependant mené par le relais de pays arabes.

La lutte violente qui oppose *Etats du Maghreb* et mouvements islamistes ne peut, bien évidemment, pas rester sans effet sur leurs voisins du sud du Sahara. S'appuyant sur les axes traditionnels d'expansion de l'islam vers le sud, les mouvements radicaux très actifs dans les trois pays peuvent exercer une influence réelle vers les pays d'Afrique de l'Ouest. Parmi ceux-ci, les riverains du Sahara voient ainsi des mouvements extrémistes algériens implanter des « bases arrières »<sup>30</sup> sur leur territoire afin d'échapper à une répression implacable. Des contacts peuvent donc se nouer avec des groupes locaux qui bénéficient ainsi d'un « retour d'expérience » dans le domaine de la lutte islamiste politique et même armée.

---

<sup>28</sup> Contre la rébellion unie au sein de l'APLS et dirigée par J. Garang.

<sup>29</sup> Au cours de l'été 1996, des accrochages entre forces de sécurité et islamistes ont fait près de 350 morts. Les mouvements intégristes sont engagés dans une lutte à mort contre Kadhafi et sont traqués par le pouvoir.

<sup>30</sup> Sans toutefois qu'il y ait des mouvements à travers le Sahara qui reste très contrôlé par l'armée algérienne.

Enfin, l'essor du radicalisme islamique en Afrique de l'Ouest est aussi le fruit de l'action parfois plus discrète, mais non moins efficace, de nombreux autres mouvements qui peuvent agir indépendamment des Etats. C'est le cas par exemple des *Frères musulmans*<sup>31</sup> qui agissent comme relais de plusieurs Etats tout en poursuivant aussi leur propre combat. Les *réseaux libanais* sont aussi des vecteurs actifs de l'islamisme en Afrique de l'Ouest. S'ils sont partiellement inféodés à l'Iran qui les finance, ils sont aussi impliqués dans de nombreux trafics régionaux pour lesquels ils agissent parfois comme des relais de l'intégrisme soudanais. En 1992, lors de la crise du Togo, une vente d'armes<sup>32</sup> d'un milliard de francs CFA a été conclue par des Libanais à destination ultérieure de plusieurs pays de la région et notamment du Sénégal. C'est aussi dans ce pays qu'existe le groupe « Alhul Beit », issu en 91 d'un mouvement libanais, qui milite pour le développement d'un islam chiite à l'iranienne.

L'action combinée des mouvements internes aux pays d'Afrique de l'Ouest, de l'influence des Etats arabes, iranien et soudanais et des organisations transnationales aboutit à un réel développement du radicalisme islamique dans la région. Cependant, la grande diversité des intervenants et la multitude des intérêts qu'ils représentent sont la preuve qu'il n'existe pas de projet global de la communauté musulmane pour cette zone. Les rivalités d'influence sont sans doute un point faible de ce prosélytisme islamique. Elles sont dans le même temps, même si c'est apparemment contradictoire, un facteur favorable à l'islamisme qui tire bénéfice de cette concurrence. Il faut maintenant voir comment il se traduit concrètement.

### **4.3 - Le radicalisme islamique, un facteur politique majeur en Afrique de l'Ouest aujourd'hui**

Une étude publiée en 1949 par la Documentation française sur les musulmans en Afrique noire française insistait sur le caractère pacifique de leur islam. L'auteur estimait que dans cette population, naturellement indolente et soumise aux effets de la modernité, le fanatisme musulman déjà quasiment absent n'avait pas de réelle chance de pouvoir se développer. Aujourd'hui, pour l'observateur extérieur, aucun pays de la région ne paraît en effet suivre une évolution « à l'iranienne ». C'est oublier que le triomphe de l'islam se bâtit par étapes successives. Sans abuser de rapprochements difficiles à justifier, il faut néanmoins reconnaître que certains de ces pays ont progressé selon les mêmes étapes que celles qui jalonnèrent la marche de l'Iran vers la révolution de 1979. Celles-ci, au nombre de trois, peuvent sommairement être présentées comme une ré islamisation de la communauté musulmane, un prosélytisme en dehors qui vise à islamiser la société tout entière et l'application de la charia qui correspond au passage à la sphère politique.

Un classement des pays de la zone au sein de trois catégories correspondant chacune à l'un de ces niveaux d'évolution est possible. Il faut tout de même noter que les deux premières étapes sont fréquemment simultanées.

---

<sup>31</sup> La Société des Frères musulmans, née en Egypte en 1928, milite pour le retour intégral à l'islam des origines et contre la laïcisation de la société. Elle a largement dépassé les frontières égyptiennes et est aujourd'hui présente dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest. Plusieurs tendances cohabitent au sein de cette organisation. Si la majorité est légaliste, une frange extrémiste s'oppose violemment au pouvoir égyptien.

<sup>32</sup> Le Monde diplomatique de janvier 1996 rapporte les propos d'un ancien secrétaire général de l'OUA à ce sujet. Selon ses termes « s'il n'y a pas encore l'équivalent du FIS algérien dans ces pays, il y a une prolifération de mouvements religieux qui veulent des armes ».

Ainsi le Nigeria et la Mauritanie gèrent dès aujourd'hui l'islam politique (même si ce n'est que partiel pour le premier pays) et le Sénégal semble être à portée de cette étape ultime. La quasi-totalité des autres pays de la zone se trouve déjà au stade de l'islamisation de la société.

### *Côte d'Ivoire et Mali, l'islamisation par le bas*<sup>33</sup>

Le Mali et la Côte d'Ivoire sont aujourd'hui parvenus au deuxième stade de l'évolution islamique. Leur situation est cependant différente.

La Côte d'Ivoire est, par sa constitution, un pays laïc. Les croyances traditionnelles y ont longtemps dominé l'islam et la religion chrétienne qui se partageaient la moitié de la population sensible aux religions monothéistes. Mais cet état de fait est aujourd'hui dépassé et l'islam connaît une expansion continue depuis plus de vingt ans. C'est la raison pour laquelle le président Houphouët a voulu marquer symboliquement la limite sud d'expansion de l'islam à Yamoussoukro<sup>34</sup>. Pourtant, du fait du dynamisme religieux et démographique de la communauté musulmane, et en raison de la présence de plusieurs millions d'immigrés des pays sahéliens pratiquant l'islam, le rapport de force s'est nettement inversé. Près de la moitié de la population vivant en Côte d'Ivoire est aujourd'hui islamisée<sup>35</sup>.

Jusqu'à totalement absent de la vie publique du pays, l'islam est devenu, en moins de dix ans, un élément important de la politique intérieure ivoirienne. Depuis 1995, avec la présence d'une véritable opposition au parti au pouvoir, les élections sont plus disputées. Dans cette situation, la mobilisation du maximum de soutiens devient essentielle pour chaque camp. Les musulmans, qui étaient peu pris en compte en tant que tels jusqu'alors, deviennent en raison de leur poids démographique un enjeu important. L'ex-premier ministre Alassane Dramane Ouattara, musulman originaire du Nord, étant devenu le principal adversaire du président Konan Bédié, ce dernier se devait donc de ne pas lui laisser l'avantage du soutien de la partie islamique de la population. Il a alors tout fait pour s'assurer l'appui des organisations musulmanes traditionnelles en vue des élections de 2000.

En 1998, un Congrès mondial islamique est ainsi organisé par le gouvernement en Côte d'Ivoire avec des représentants de 103 Etats et la création dans le pays d'un complexe islamique comprenant un hôpital et une université y est décidée. Cette construction doit être financée par l'Arabie Saoudite qui va également ouvrir une ambassade à Abidjan. Le pouvoir s'engage aussi à fournir une aide aux pèlerins se rendant à La Mecque. L'Iran n'est pas absente du pays. Depuis avril 1982 une mission culturelle est ouverte à Abidjan et permet notamment l'utilisation de la Côte d'Ivoire comme base de mise au repos d'islamistes libanais.

---

<sup>33</sup> Les trois modèles théoriques de l'islamisation d'une société sont définis par Jean Delumeau dans Le fait religieux, op cit. Ce sont :

- l'islamisation par le haut, imposition de l'islamisme à la société comme en Iran après 1979 ;
- l'islamisation par le bas, consistant à convertir la société avant toute action politique ;
- l'islamisation violente, à l'algérienne, se traduisant par une lutte armée de la société contre le pouvoir infidèle.

<sup>34</sup> En y construisant à la fin des années 80 une gigantesque basilique inspirée de Saint Pierre de Rome.

<sup>35</sup> Le Monde du 14 février 1999 titrait sur « L'islam devenu majoritaire en Côte d'Ivoire » en insistant, entre autres raisons, sur l'attrait de la polygamie tolérée pour les musulmans.

La poussée démographique de la communauté musulmane et les démarches racoleuses des hommes politiques à son égard sont autant de signes encourageants pour sa frange radicale qui voit se dévoiler des possibilités à court terme de rentrer directement dans le jeu politique.

Si le glissement de l'islam vers le pouvoir politique n'est pas encore réalisé en Côte d'Ivoire, deux indices récents doivent être mis en lumière. Tout d'abord, la présence d'immigrés islamisés en grand nombre n'est sans doute pas totalement étrangère à la montée de la xénophobie dans le pays. Elle pourrait conduire à une réaction solidaire de défense de la part de l'ensemble de la communauté musulmane désormais quasiment majoritaire. Ensuite, et ce second indice est la conséquence du premier, le coup d'Etat de décembre 1999 organisé par les militaires pourrait être une occasion supplémentaire offerte à cette communauté musulmane de voir son poids démographique et social reconnu en étant associée à la direction du pays. Le magazine Jeune Afrique, dans son numéro du 1<sup>er</sup> février 2000, évoque directement la piste d'une influence musulmane au sein de la nouvelle équipe dirigeante du pays. Les prochains mois pourraient permettre de constater cette entrée de l'islam dans la sphère politique ivoirienne.

La situation du Mali est à la fois proche et inverse de celle de la Côte d'Ivoire. Héritier d'empires musulmans puissants et brillants, dont celui du Mali au XIII<sup>ème</sup> siècle et l'empire Songhaï au XV<sup>ème</sup> restent les plus connus, le Mali actuel a une population islamisée à plus de 90%. Il est pourtant une république résolument laïque.

La population malienne a depuis longtemps assimilé un islam traditionnellement tolérant et dans lequel est inscrite aujourd'hui son identité culturelle. Cet islam est aussi fortement présent dans la vie sociale. Au-delà des activités purement religieuses, de nombreuses associations ont été créées après 1991 pour relayer l'action de l'Etat dans le domaine de l'aide sanitaire, de la solidarité ou de l'éducation, complétant les nombreuses initiatives individuelles déjà existantes.

Un quart des enfants scolarisés dans le primaire le sont dans près de trois cents medersas<sup>36</sup> réparties sur le territoire. Bénéficiant essentiellement d'un financement privé et d'aides d'appoint de l'Etat, ces écoles favorisent l'apprentissage de l'arabe et la pérennité de la religion et de la culture islamiques. De nombreux étrangers y enseignent au titre de l'aide fournie par des pays arabes comme l'Egypte, la Libye ou l'Arabie Saoudite. Des dizaines d'étudiants maliens sont également formés dans les grands centres de l'islam et beaucoup reviennent enseigner à leur tour au pays.

Mais, bien que tous les chefs de l'Etat malien aient été des musulmans pratiquants, la sphère d'influence de l'islam du Mali s'arrête aux limites de l'action politique. Même dans le cadre de la démocratisation lancée en 1991 par le président Alpha Oumar Konaré, cet état de fait n'a pas évolué. La laïcité de l'Etat a été confirmée et l'interdiction de tout parti politique à base religieuse est maintenue. La frange la plus active des musulmans maliens n'a pas réussi non plus à faire adopter la charia comme base d'organisation juridique du pays. Dans le domaine de l'éducation, si l'Etat reconnaît l'aide apportée par les medersas pour scolariser les enfants, il tente de les contrôler et ignore volontairement leur action d'islamisation des élèves.

Totalement islamisé dans sa société, le Mali semble donc avoir su maintenir une coupure entre religion et action politique, sans pour autant renier sa culture. Le pouvoir tente

---

<sup>36</sup> La medersa est un établissement scolaire qui enseigne, au moins partiellement, en langue arabe. C'est l'école islamique modernisée, qu'il ne faut pas confondre avec l'école coranique plus basique. On y enseigne les mathématiques modernes et autres matières actuelles à côté des matières classiques, arabe et religion.

pourtant de contrôler la vie religieuse. Il le fait d'abord par le biais de l'Association malienne pour l'union et le progrès de l'islam (AMUPI) qui a été la seule organisation religieuse et le relais du pouvoir jusqu'en 1991 mais qui est aujourd'hui en perte de vitesse. Il intervient aussi directement par l'action du ministère de l'intérieur dont la « Section des affaires religieuses » est l'autorité administrative suprême de l'islam dans le pays, faisant fixer par exemple les dates du ramadan ou autorisant la construction des mosquées. La laïcité de l'Etat est finalement maintenue malgré le renforcement limité mais visible de la minorité islamiste présente dans le pays. Un décret de 1983 obligeant les bars et boîtes de nuit à fermer pendant le ramadan n'a toujours pas été réactivé depuis 1991 malgré plusieurs marches de protestation.

Le Mali semble donc avoir cantonné l'islam à sa dimension religieuse et sociale. Cette coupure apparente ne doit pas conduire, pourtant, à sous-estimer le poids croissant de la minorité islamiste agissante<sup>37</sup>, ni les conséquences possibles pour ce pays de l'activisme radical dans les Etats voisins.

### *Le radicalisme islamique au Sénégal, un progrès lent mais continu*

Pays officiellement laïc et très lié à l'Occident (surtout la France) mais dont la société est essentiellement musulmane, le Sénégal se trouve aujourd'hui à une étape décisive de son évolution islamique. L'islamisation de la sphère politique y semble, de fait, imminente. De nombreux événements récents et un contexte pré-électoral fébrile pourraient jouer le rôle de déclencheur de cette bascule.

L'implication des confréries dans la bataille politique pour l'élection présidentielle de 2000 est un premier témoin de rupture avec la tradition. Depuis l'indépendance, ces sociétés confessionnelles avaient reporté leur soutien du pouvoir colonial aux nouvelles autorités politiques du pays. Ainsi le président Senghor, pourtant chrétien, puis son successeur ont bénéficié de ce confortable relais vers la population jusqu'au début des années 90.

La situation sera sans doute tout autre à l'avenir. Fin 1999<sup>38</sup>, le marabout Modoukara Mbacke affirme son intention de jouer un rôle pour la prochaine consultation électorale. Ce disciple de la confrérie Mouride revendique, en tant que guide du « Mouvement Mondial pour l'Unité de Dieu », son autorité sur les jeunes de 18 à 35 ans qui représentent 60% de l'électorat. D'autres religieux tiennent un discours équivalent, ce qui relance à Dakar le débat sur la laïcité de l'Etat. Que leur but soit de monnayer leur soutien à l'un ou l'autre des candidats ou de se positionner sur l'échiquier politique en vue de l'élection législative (plusieurs marabouts sont déjà députés), leur démarche illustre de toute façon la multiplication des pôles de pouvoir islamique au Sénégal. De fait, tous les candidats font le tour des confréries, qui regroupent 80% des électeurs, pour obtenir leur soutien sous forme de « n'diguel » (consigne de vote). Pour le moment, les confréries Mouride et Fatahide appuient le pouvoir en place alors que Tidjanes et Moustarchidines<sup>39</sup> soutiennent plutôt l'opposition. Mais la constitution du pays interdit toujours les partis à base ethnique, régionale ou religieuse. Le Parti pour la Libération et la Démocratie Islamique (PLDI) n'a ainsi jamais été autorisé, même s'il existe en fait depuis 1991 et qu'il œuvre pour le

---

<sup>37</sup> Depuis le début des années 1990 existe dans le pays un mouvement inspiré des thèses les plus radicales des islamistes arabes, « Hezbollah Al-Islamiya », qui réclame le droit de créer un parti politique.

<sup>38</sup> Marchés Tropicaux du 10 décembre 1999.

<sup>39</sup> Le cheikh Ahmed Tidiane Sy, chef de file des Moustarchidines, cherche à créer un parti indépendant. Il s'était déjà présenté contre Léopold Senghor en 1959 et avait obtenu 12% des voix.

démantèlement de l'Etat laïc et l'instauration de la charia. Ses candidats aux élections sont cependant placés sur la liste de partis légalisés qu'il soutient en échange.

Le conflit en Casamance est également un indice de l'effervescence islamique dans le pays. Il oppose un mouvement qui rassemble chrétiens et animistes contre le pouvoir sénégalais et la société musulmane. L'utilisation d'une grille de lecture religieuse pour observer ces troubles semble tout à fait pertinente à défaut d'être unique. Dans la région se développe d'ailleurs une réaction islamiste. Ainsi le centre de Madina Gounass attire de nombreux déshérités sur des thèmes fondamentalistes et grâce à une aide saoudienne.

La montée en puissance de l'islam se double donc d'une expansion rapide de sa frange radicale. L'islamisme apparaît de plus en plus souvent au travers de faits divers alors que le Sénégal passe pour être un modèle de tolérance dans le domaine religieux. La baisse de la puissance de l'Etat se traduit aussi par une présence accrue du pouvoir religieux. Dans ce pays, peut-être encore plus que chez ses voisins, les confréries sont définitivement marquées par leur collaboration d'abord avec le pouvoir colonial puis avec le régime en place. Elles se trouvent inévitablement dépassées par d'autres associations incarnant plus aisément les aspirations radicales des musulmans et refusant le système clientéliste et ses compromissions. En réaction apparaissent aussi au sein des confréries des hommes plus indépendant et moins soumis au pouvoir. Certains « dissidents » de la confrérie Mouride emmenés par leurs marabouts sont par exemple à l'origine de plusieurs mises à sac de mosquées et agressions de personnes jugées trop souples dans leur pratique religieuse. S'il y a quinze ans un observateur averti<sup>40</sup> pouvait douter de la capacité des islamistes à interférer dans le jeu politique traditionnel sénégalais, il semble bien que les conditions soient différentes aujourd'hui. Les hommes politiques sont de plus en plus contraints de se référer à l'islam pour rester « dans l'époque », alors qu'auparavant être chrétien était plus valorisant. Ils pratiquent de plus en plus ostensiblement et même, concession symbolique, le président prête serment sur le Coran.

La montée de l'islamisme est maintenant une réalité au Sénégal. En 1980, Abdoulaye Niass, issu d'une grande famille de la confrérie Tidjane et surnommé « l'ayatollah de Kaolack », crée un « parti de Dieu » à l'iranienne et prône l'instauration d'un régime islamique. S'appuyant sur des relais dans la presse, il lance même une campagne médiatique sur ce thème. Toutefois, dès 1982, son mouvement sombre sans avoir réussi à obtenir le soutien populaire espéré et l'ayatollah Niass est emprisonné. Relâché depuis, il a rapidement repris son rôle d'agitateur en utilisant notamment ses contacts avec la Libye<sup>41</sup>. Toujours actif, il est allé fin 1999 à Zamfara au Nigeria pour fêter la décision d'y imposer la charia. Le Sénégal, lui, n'a jamais paru aussi prêt de franchir le pas et une partie de la population semble même le vouloir.

Plusieurs mouvements agissent en ce sens. Ils sont représentatifs par leur variété de la diversité qui caractérise la « nébuleuse islamiste ». Le « Jamaatou Ibadou Rahmane » (mouvement des serviteurs de Dieu), par exemple, créé dans les années 1980 revendique le droit à la violence en vue d'instaurer une république islamique. En partie financé par l'Iran, il est en liaison, à travers elle, avec les intégristes du monde entier et notamment les Frères Musulmans égyptiens.

---

<sup>40</sup> Christian Coulon dans Contestations en pays islamiques.

<sup>41</sup> Le Sénégal rompt ses relations diplomatiques avec la Libye à cette occasion.

L'appropriation de la sphère politique par le pouvoir religieux est en cours. En mai 1999, le Sénégal a reçu la visite de « cheikh Sharifou », un enfant prédicateur, surdoué et présenté par beaucoup comme un signe de Dieu<sup>42</sup>. Des millions de Sénégalais et la plupart des autorités religieuses ont reconnu ce signe à l'occasion d'immenses rassemblements. Même le président Abdou Diouf s'est laissé convaincre et a reçu en audience ce garçon. Dans le même temps, une frange de la presse et de l'élite occidentalisée dénonçait une manipulation éhontée : l'enfant, âgé réellement de 11 ans, ne connaîtrait en fait que des pans du Coran appris par cœur.

Cette dernière anecdote montre combien l'islam pèse aujourd'hui dans la vie sociale et politique du Sénégal. Le passage de la religion vers la sphère du pouvoir y ouvre des perspectives très favorables à un islamisme déjà très actif et bien structuré.

### *L'islamisme au Nigeria, vers l'éclatement ou la guerre confessionnelle*

La religion musulmane s'accommode mal, par principe, d'être minoritaire dans un pays où elle est subordonnée à un pouvoir infidèle. L'exemple de Chypre le montre : 100 000 Turcs musulmans y ont imposé la partition à plus de 600 000 Grecs.

Le Nigeria est peut-être à la veille de connaître la même évolution. Les Musulmans n'y représentent qu'environ 50% de la population mais ils sont en forte majorité dans le Nord où ils sont principalement établis. S'appuyant sur le statut fédéral du pays, sur l'affaiblissement du pouvoir central et sur les pouvoirs dévolus aux Etats fédérés, trois<sup>43</sup> de ces derniers ont ainsi décidé fin 1999 de mettre en œuvre la charia. Ces décisions marquent le stade ultime de progression du radicalisme musulman et traduisent l'évolution rapide d'un pays qui revendique pourtant sa laïcité.

L'histoire du Nigeria éclaire le cheminement des tendances islamistes qui apparaissent aujourd'hui en pleine lumière.

Du passé lointain de la région il faut retenir une islamisation progressive à partir du XII<sup>ème</sup> siècle de la partie nord (empires de Kanem puis de Gao) et la grande reconquête islamique d'Ousmane Dan Fodio au XIX<sup>ème</sup> siècle. La quête de ce dernier, islamiste avant l'heure, constitue d'ailleurs aujourd'hui le mythe fondateur du mouvement de rénovation de l'islam dans le pays. Le facteur religieux est à nouveau présent comme déclencheur<sup>44</sup> du conflit du Biafra durant lequel, de 1967 à 1970, un million de personnes trouvèrent la mort. La tentative de sécession de la minorité chrétienne Ibo fut écrasée par le gouvernement du président Yabuku Gowon, marquant ainsi la domination du Nord musulman sur le pouvoir central. En décembre 1980, encore, le djihad lancé par la secte maïtatsine (inspirée du mahdisme soudanais) mobilise les déshérités. Mais la répression menée par l'armée cause près de 4000 morts en dix jours.

Plus récemment apparaissent régulièrement, dans les informations concernant le pays, des faits divers liés à la montée de l'intransigeance islamique. Etudiée sur les dernières années, cette évolution montre à la fois une radicalisation des milieux musulmans du Nord et la montée des protestations des chrétiens qui forment 40% de la population. Ainsi, fin novembre 1999, 5000 musulmans ont pris d'assaut le tribunal qui devait juger la plainte d'une association laïque contre la décision de l'Etat de Zamfara, à 90% musulman,

---

<sup>42</sup> Marchés Tropicaux du 4 juin 1999 et Jeune Afrique du 1<sup>er</sup> juin 1999.

<sup>43</sup> L'Etat de Zamfara le 27 octobre, ceux de Kano et Sokoto depuis le 13 décembre 1999.

<sup>44</sup> Des affrontements interconfessionnels précédèrent le mouvement de rébellion.

d'appliquer la charia<sup>45</sup>. Les islamistes les plus durs, emprisonnés par le président Abacha, ont été libérés fin 1998 comme le cheikh Ibrahim el-Zak Zaky. Ce fondamentaliste né en 1953, économiste reconnu et brillant orateur, est l'exemple du type d'homme qui forme la nouvelle élite islamiste. Il est le chef de la « Harka Islamiya », mouvement lié à l'Iran et présent dans les agglomérations du Nord et dans les grandes villes du reste du pays. Il s'oppose à la structure religieuse traditionnelle, bâtie autour des confréries Tidjaniya et Qadiriya, qui adopte une ligne pro-saoudienne.

Les dix dernières années ont été marquées par plusieurs vagues de tension entre les islamistes et le reste de la population. En 1991, les affidés du prédicateur radical Yabuku Yahaya sont à l'origine de troubles importants. Plusieurs centaines de morts sont à déplorer, plus de cent églises sont brûlées et des mosquées détruites. D'autres affrontements à grande échelle sont relevés en 1995. Les chrétiens sont menacés par tracts et plusieurs assassinats sont perpétrés par des groupes incontrôlés dont le « Jammatu Tadjididi Islamiya » (groupe du renouveau islamique). Face à la poursuite des débordements, le régime fini par désigner des gouverneurs militaires dans les seize Etats du Nord nigérian pour tenter d'y juguler le fondamentalisme<sup>46</sup>.

L'influence des principaux pays exportateurs du radicalisme islamique est visible dans le pays. Plusieurs « centres culturels » sont ouverts par le Soudan en 1995 ; la présence de groupuscules chiites liés à la communauté libanaise témoigne aussi d'implications iraniennes.

Tous ces troubles et les désordres liés aux rivalités interethniques affaiblissent considérablement le pouvoir de l'Etat fédéral et encouragent tous les excès. Le Nigeria est ainsi surveillé de près par les Etats-Unis en raison de son rôle de plaque tournante régionale des trafics de drogue.

L'intolérance grandissante de la communauté musulmane paraît rendre inéluctable une rapide évolution du pays soit vers un éclatement par sécession du Nord, soit vers la guerre civile. Ce serait probablement en effet le résultat obtenu en cas de décision d'imposer progressivement à l'ensemble du pays les règles de l'islam. C'est le spectre de l'islamisation par le haut (voir note 33) qui réapparaît ici. Les événements sanglants et les excès de l'intégrisme observés en Iran après la révolution ou, plus récemment, en Afghanistan pourraient se reproduire alors au Nigeria.

Le pays bénéficie de plusieurs atouts et notamment de ressources pétrolières. Avec près de 110 millions d'habitants il est un géant par rapport à ses voisins et regroupe, à lui seul, 50% des musulmans africains. Il est enfin surarmé à l'échelle de la région. Compte tenu de son poids démographique, économique, politique et militaire, une dérive islamiste du Nigeria causerait donc un véritable séisme pour tous les pays de la zone et ne manquerait pas de susciter des vocations.

---

<sup>45</sup> Marchés tropicaux du 26 novembre 1999.

<sup>46</sup> Jeune Afrique du 6 juillet 1995 ; Marchés tropicaux du 19 juillet 1996.

#### **4.4 – Un risque potentiel et une difficile prospective**

Cette situation presque explosive du Nigeria, comparée au calme apparent de celle connue par le Sénégal, conduit à envisager une grande variété d'évolutions possibles du phénomène islamiste dans la région. Pourtant, parmi celles-ci, deux scénarios prospectifs semblent plus vraisemblables. Il s'agit, d'une part, d'un scénario catastrophe pour l'Afrique de l'Ouest se traduisant par l'implosion de la région sous la pression religieuse et, de l'autre, d'une normalisation progressive de la situation résultant de la perte d'audience des islamistes.

##### *Le succès de l'islamisme : une marche vers le chaos ?*

Le pire est rarement probable. Les données actuelles de l'islamisme ouest africain rendent cependant tout à fait plausible une dégradation de la situation telle que son influence devienne décisive pour faire basculer la région dans un véritable chaos politique. La volonté de conquête du pouvoir de la nouvelle élite arabisante, alliée au désarroi d'une population stagnant dans la pauvreté, appelle cet extrême.

Une implosion régionale pourrait bien être la conséquence de l'affaiblissement des Etats de type occidental résultant de la réaction en chaîne déclenchée par l'islamisation radicale de la société. Sapés par la montée en puissance d'une société parallèle structurée par un islam intégriste, ces Etats pourraient se déchirer dans une lutte entre islamistes et non musulmans pour la suppression de la laïcité. L'islamisation pourrait en outre conduire à une remise en cause des frontières par la tentative de sécession des provinces méridionales peu islamisées du Nigeria, de Côte d'Ivoire et du Niger. Elle se traduirait aussi, inévitablement, par une réaction de défense des pays encore majoritairement non musulmans de la région, Bénin, Ghana, Liberia et Togo notamment, face à la menace d'une hégémonie islamique. Enfin, une telle évolution aboutirait probablement à la diminution, voire au tarissement, d'une aide occidentale encore indispensable pour la survie de la plupart des pays de la région.

La conjugaison de luttes internes, de conflits inter étatiques et de l'aggravation des difficultés économiques laisserait peu de chances de survie aux Etats de la région.

##### *La normalisation du radicalisme islamique : le long feu ?*

Mais un autre scénario est heureusement plus probable que cette dégradation extrême de la situation : une évolution progressive vers une normalisation.

De fait, au-delà de la réalité actuelle de la menace islamiste qu'il serait irresponsable de sous estimer, plusieurs indices laissent à penser qu'une stabilisation de la situation est possible. Ainsi, si la poursuite de l'expansion de l'islam est probable à l'échelle de la région, sa radicalisation pourrait bien faire long feu. Il faut surtout citer, parmi les éléments indiquant une possible évolution en ce sens, la capacité de résistance des Etats et l'impossibilité pour le radicalisme islamique d'intégrer la modernité et donc d'améliorer réellement la situation matérielle des Africains.

Malgré tous leurs défauts et leurs faiblesses économiques et politiques, les Etats des pays d'Afrique de l'Ouest pourraient pourtant constituer un rempart suffisant contre les excès du

radicalisme islamique. Quarante années d'un jeu politique à l'occidentale, accompagné d'une transformation profonde de la société et d'un développement économique lent mais réel ont construit une réalité de la laïcité propre à chacun de ces pays. Ces Etats ont aussi une capacité de résistance aux débordements islamistes qui repose sur leur tradition sécuritaire autant que sur la pérennité du matérialisme au sein d'une société qui rêve de consommation de masse.

Par ailleurs, la poussée islamiste ne traduit ou n'accompagne aucun renouveau réel de l'islam lui-même. En s'appuyant sur un retour aux fondements de la religion, comme celui vécu en Afghanistan avec les Talibans, cet islamisme se coupe inévitablement de toute référence à la modernité, ce qui semble le condamner à terme. L'évolution de l'Iran vers l'ouverture aujourd'hui pourrait être le signe de cet échec de l'intégrisme. L'incapacité d'améliorer la vie quotidienne des individus, au plan économique notamment, rend donc improbable le succès durable des thèses islamistes.

La résistance des pays d'Afrique de l'Ouest au radicalisme islamique pourrait donc notamment reposer sur l'incapacité des islamistes à satisfaire les attentes profondes de la majorité de la population. En effet, au-delà d'une quête de sens à laquelle la religion peut répondre, les radicaux ne paraissent pas en mesure d'assurer à terme une amélioration des conditions de vie.

Il peut donc paraître sensé d'établir un pronostic optimiste, à condition de ne pas ignorer la menace actuelle que l'islamisme fait peser sur la région, en particulier du fait de sa capacité de déstabilisation.

## Conclusion

Pendant le dernier quart du XX<sup>ème</sup> siècle, l'Occident s'est senti menacé par la montée d'un islamisme souvent perçu comme barbare et moyenâgeux. Toutefois, selon une idée « à la mode », cette menace aurait aujourd'hui perdu toute réalité. L'Afrique de l'Ouest, dans la vision qu'en ont les occidentaux, paraît d'ailleurs n'avoir jamais été concernée par ce type de déstabilisation.

Les faits s'imposent pourtant aux idées. L'islam est aujourd'hui la religion de la majorité des habitants de la région et les pratiques religieuses traditionnelles sont désormais doublées par d'autres plus radicales. Pour beaucoup de ces musulmans, l'institution de l'Etat islamique semble être la seule solution pour mettre fin aux échecs répétés des différents modèles sociaux, économiques et politiques qui ont été testés dans la région. Acculturation, dilution des solidarités anciennes, crise de l'Etat de type occidental sont autant de raisons de donner à l'islam un rôle de valeur refuge pour une majorité d'Africains.

L'idée existe maintenant dans tous les pays de la zone mais sa mise en pratique reste inégale. Le passage de l'islam à la sphère politique est encore l'exception. Partout néanmoins, c'est une perspective qui ne peut plus être écartée : l'islam est désormais une des clés du jeu politique dans la région.

En plus des causes classiques d'instabilité, l'Afrique occidentale est aujourd'hui confrontée à l'émergence de nouveaux axes régionaux d'influences et de trafics qui pourraient y impliquer à terme une redéfinition des frontières. Les tensions religieuses apparaissent, dès lors, d'autant plus déterminantes pour son avenir. Elles sont un élément supplémentaire d'incertitude pour les Etats. Cette évolution se traduit notamment par l'écartèlement de plusieurs pays de la région<sup>47</sup> dont le Nord est nettement plus islamisé que la partie sud. De telles menaces contribuent aussi à affaiblir « par le bas » des Etats déjà menacés « par le haut » en raison des tendances régionalistes.

Face à cette perspective, le rempart de la laïcité que les pays de la région tentent de maintenir debout, paraît bien fragile. Il semble donc probable que plusieurs parmi eux ne pourront pas faire l'économie, à court terme, d'un débat sur la remise en question de la séparation entre le pouvoir religieux et la sphère politique.

Ce sera pour chacun d'eux un enjeu national avant tout. En effet, si les influences extérieures sont importantes, elles ne seront pas déterminantes lorsque la population, tiraillée entre le mirage occidental et l'utopie islamiste, aura à choisir son camp. Il apparaît d'ailleurs que l'islamisation n'est pas inéluctable et qu'une stabilisation est possible. D'autant plus qu'au-delà des aspects positifs, notamment dans le domaine social, les possibilités de succès d'un islamisme parvenu au pouvoir semblent limitées en ce qui concerne les affaires économiques et politiques.

Dans ce cadre, le rôle de l'Occident est de ne pas abandonner la région à ses chimères. Sans prétendre posséder la solution miracle, il dispose des moyens et du recul nécessaires pour aider sans imposer. C'est sans doute le prix à payer pour que le spectre de l'islamisme n'ajoute pas une plaie supplémentaire à la liste déjà nombreuse de celles qui handicapent l'Afrique de l'Ouest comme tout le continent.

---

<sup>47</sup> Mali, Niger et Nigeria en particulier.

## **ANNEXE 1 : Carte de l'Afrique de l'Ouest**

## ANNEXE 2 : Les musulmans en Afrique de l'Ouest

Chiffres Encyclopedia Universalis 1998  
La documentation française 1949

	MUSULMANS		ANIMISTES*	CHRETIENS	POPULATION**
	1949	1998			
BENIN	9%	15%	65%	20%	6,5
BURKINA FASO	10%	43%	45%	12%	12
CÔTE D'IVOIRE	10%	45%	30%	25%	16
GAMBIE	-	95%	1%	4%	1.4
GHANA	-	20%	40%	40%	19.2
GUINEE	64%	87%	8%	5%	7.7
GUINEE BISSAU	-	38%	54%	8%	1.2
LIBERIA	-	16%	63%	21%	3
MALI	43%	95%	3%	2%	11
MAURITANIE	99%	99%	-	-	2.7
NIGER	75%	89%	10%	1%	10
NIGERIA	-	50%	10%	40%	112
SENEGAL	70%	92%	6%	2%	10.4
SIERRA LEONE	-	70%	20%	10%	5
TOGO	3%	15%	50%	35%	5.2
<i>Proportion globale</i>	-	<b>46.3%</b>	<b>24.2%</b>	<b>29.5%</b>	<b>100%</b>
<i>Nombre total **</i>	-	<b>125</b>	<b>65.5</b>	<b>79.5</b>	<b>270</b>

\* - Animistes : pour l'ensemble des croyances traditionnelles.

\*\* - Chiffres estimation 2000, en millions d'habitants.

## **Bibliographie**

### **LIVRES**

BAYARD Jean, *Religion et modernité politique en Afrique noire*, Karthala, Paris, 1993

DELUMEAU Jean, *Le fait religieux*, Fayard, Paris, 1993

ETIENNE Bruno, *L'islamisme radical*, Le livre de poche, Paris, 1987

OTAYEK René, *Le radicalisme islamique au sud du Sahara*, Karthala, Paris, 1993

### **ETUDES**

CAHEN Max-Olivier, *Stratégies d'expansion et d'hégémonie de l'intégrisme islamique en Afrique subsaharienne*, CHEAM, Paris, 1996

COULON Christian, BADIE Bertrand, *Contestations en pays islamiques*, CHEAM, Paris, 1984

DIGEON Pierre-Henri, *Les mouvements islamiques au Sénégal*, CHEAM, Paris, 1995

Collectif, *L'islam en Afrique Noire Française*, La documentation française, Paris, 1949

Collectif, *RAMSES* 1997, 1998, 1999, IFRI, Paris, annuel

LACOSTE Yves, *Géopolitique des islams*, Hérodote n° 35, Paris, 4/1984

ETIENNE Bruno, *Islamismes et stratégies géopolitiques de l'Islam contemporain*, Hérodote n° 35, Paris, 4/1984

KETTANI Ali, *Le développement des minorités musulmanes*, Hérodote n° 35, Paris, 4/1984

PENTAGONE, *The rise of islam in subsaharian Africa*, Washington DC, 1996

### **PRESSE – REVUES SPECIALISEES AFRIQUE**

AFP, BULLETIN QUOTIDIEN AFRIQUE : deuxième semestre 1999

JEUNE AFRIQUE : années 90 – 99

MARCHES TROPICAUX : années 90 – 99

### **PRESSE – REVUES GENERALISTES**

QUOTIDIENS NATIONAUX : Le Monde – Le Figaro – Libération années 90 – 99

COURRIER INTERNATIONAL : années 90 – 99

LE MONDE DIPLOMATIQUE : années 90 – 99 (CD ROM)

### **CENTRES DE RECHERCHE**

Centre d'études d'Afrique noire (CEAN), Institut d'études politiques de Bordeaux

Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM), Paris

Centre d'information et de documentation internationale contemporaine (CIDIC), Paris

## Sommaire

<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
<b>I - PRÉAMBULE      RADICALISME ISLAMIQUE, INTÉGRISME, FONDAMENTALISME ET ISLAMISME : LES MOTS ET LES IDÉES.</b>	<b>3</b>
<b>II - UNE APPARENTE DOMINATION DES FACTEURS DE STABILITÉ DE L'ISLAM EN AFRIQUE DE L'OUEST</b>	<b>5</b>
2.1 - DES CRISES ET DES CONFLITS TRÈS CLASSIQUES	5
2.2 - DES PERSPECTIVES OUVERTES À MOYEN TERME	6
2.3 - UN PAYSAGE RELIGIEUX APPAREMMENT STABILISÉ	7
<b>III - UNE RÉGION TRÈS MARQUÉE PAR LE RENOUVEAU DE L'ISLAM</b>	<b>9</b>
3.1 - L'AFRIQUE DE L'OUEST AU CŒUR DES AXES HISTORIQUES D'INFLUENCE DE L'ISLAM SUR LE CONTINENT	9
3.2 - LE RENOUVEAU ISLAMIQUE : UNE DYNAMIQUE QUI NE CONNAÎT PAS DE FRONTIÈRE	10
3.3 - L'EXPANSION DE L'ISLAM RENFORCÉE PAR LES INFLUENCES ÉTRANGÈRES	12
3.4 - RENOUVEAU DE L'ISLAM ET RADICALISATION	16
<b>IV - LE RADICALISME ISLAMIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST, UNE INFLUENCE RÉELLE ET UN RISQUE POTENTIEL</b>	<b>19</b>
4.1 - LE DISCOURS ISLAMISTE, ALTERNATIVE CRÉDIBLE À LA FAILLITE DES SYSTÈMES ACTUELS ?	19
4.2 - LA VICTOIRE DE L'ISLAMISME : UN BUT, DES INFLUENCES NOMBREUSES	21
4.3 - LE RADICALISME ISLAMIQUE, UN FACTEUR POLITIQUE MAJEUR EN AFRIQUE DE L'OUEST AUJOURD'HUI	24
4.4 – UN RISQUE POTENTIEL ET UNE DIFFICILE PROSPECTIVE	31
<b>CONCLUSION</b>	<b>33</b>
<b>ANNEXE 1 : CARTE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST</b>	<b>34</b>
<b>ANNEXE 2 : LES MUSULMANS EN AFRIQUE DE L'OUEST</b>	<b>35</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>36</b>
<b>SOMMAIRE</b>	<b>37</b>